

Recueil de textes sur l'histoire du mouvement étudiant québécois

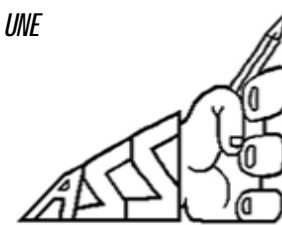


Pour nous joindre :

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

tél : 390-0110 www.asse-solidarite.qc.ca

ASSOCIATION *POUR UNE*
SOLIDARITÉ
SYNDICALE
ÉTUDIANTE



Hiver 2005

Table des matières

Introduction.....	3
Chronologie approximative du mouvement étudiant québécois.....	5
Six grèves générales.....	17
Pourquoi le syndicalisme étudiant.....	48
Quelques idées pour le camp d'orientation du MDE.....	72
Le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE).....	81
L'ASSÉ depuis sa création.....	102



Un petit bout de réflexion

Si l'on compare l'état du mouvement étudiant avant et après la fondation de l'ASSÉ, on remarque quelques différences. Avant la fondation de l'ASSÉ, il est vrai que les associations étudiantes militantes et organisées faisaient preuve de plus d'autonomie et d'initiative. Après tout, si les associations ne montaient pas de campagnes sur différents dossiers, personne n'était là pour le faire à leur place. Les responsables aux dossiers externes prenaient le temps de se rencontrer entre les diverses réunions, discutaient parfois formellement et parfois informellement autour de bières et de cafés. Cependant, puisque rien n'assurait de continuité, moins d'associations étaient militantes et organisées, et l'organisation de toutes les campagnes demandait énormément d'énergie. De plus, les réunions ponctuelles étaient souvent pénibles et exigeantes pour tous et toutes, car il fallait sans cesse revenir sur les mêmes sujets, à chaque fois qu'une nouvelle association se joignait au groupe. L'ASSÉ permet depuis d'assurer plus de formation tout au long de l'année. L'existence d'une organisation permanente, qui dispose de locaux et d'un budget assure plus de constance dans les actions et crée un lien entre les associations étudiantes qui militent activement pour un système d'éducation public, gratuit, laïque et accessible à tous et toutes et non discriminatoire.

arrêté-e-s), manifestation ratée (3 avril, Sorel-Tracy, comté du ministre Simard (son bureau de comté est occupé, mais les occupantes et occupants doivent quitter les lieux avant l'arrivée de la manifestation, ce qui n'a pas un effet très mobilisateur).

Campagne Bas les masques - À bas la ZLÉA

Lors du Congrès annuel, le principal élément du plan d'action est une manifestation dans le cadre du projet de grèves continentales contre la ZLÉA. L'organisation commence lentement pendant l'été (la rencontre Pan-Canadienne des associations étudiantes contre la ZLÉA stimule le reste du Canada (au grand détriment de la FCEE-Canada, qui n'aime pas voir ses membres prendre un virage à gauche à l'image de sa section québécoise). Quelques réunions suivent. Le 5 octobre, un grand forum des associations étudiantes, pour la première fois collégial et universitaire, a lieu au Cégep Vieux Montréal. On voit clairement deux groupes se diviser : radicaux et corporatistes : les premiers, dont l'ASSÉ, veulent une manifestation contre tout le processus de mondialisation néolibérale, voire même dans une perspective anti-capitaliste (ASÉ-UQAM, socio-UQAM), les seconds veulent une manifestation contre l'inclusion de l'éducation dans la ZLÉA. Les premiers l'emportent, mais la fin du forum ne clos pas la question, et c'est seulement après la manifestation que l'on peut clairement affirmer que les risques de récupération sont derrière nous. Fait comique, la FEUQ finance un avion à bannière " Non à la ZLEA. "

L'ASSÉ acquiert une grande crédibilité de l'événement. Bien que plusieurs auront probablement tendance à l'oublier, c'est l'ASSÉ qui a été l'initiateur de ce mouvement au Québec.

Introduction

Le présent recueil a été produit et imprimé dans sa première version en septembre 2004 dans le cadre du camp de formation de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante.

Depuis les années 1960, le mouvement étudiant québécois s'est affirmé comme un mouvement social dynamique et porteur de changement social. Il a vécu de nombreuses luttes, bâti et entretenu de nombreuses organisations, obtenu des victoires et subi des défaites, mobilisé des dizaines et des centaines de milliers de personnes. Cette expérience a été consignée, synthétisée et analysée dans des textes dont quelques uns sont regroupés dans les pages qui suivent.

Étant ce qu'il est, le mouvement étudiant se renouvelle très rapidement. Ses militants et ses militantes quittent souvent aussitôt acquise un peu d'expérience. Ainsi, pour éviter de se condamner à une éternelle réinvention de la roue, pour se permettre la construction à long terme d'un mouvement étudiant combatif, il est impératif d'assurer la construction et la transmission d'une solide conscience historique. C'est à cette fin qu'est destiné ce recueil. Il vise plus particulièrement à affranchir l'appréciation de l'histoire du mouvement étudiant du seul cadre des ateliers de formation et ce pour aider les militantes et les militants de la base à se l'approprier le plus directement et le plus largement possible.

Ste-Foy dans un gouffre financier. C'est une triste démonstration de l'incapacité du Forum des asso à organiser une campagne sur tous ses aspects.

Vers la fin de la session, des rumeurs de récupération du dossier par la FECQ se confirment. Elle qui avait promis lors d'un de ses CA de ne pas s'ingérer dans le dossier. profitera en effet de l'été pour conclure une entente avec le MEQ qui retire la TAE mais donne plus de pouvoirs aux cégeps pour expulser ou mettre sous conditions des étudiantes et étudiants en situation de " trop d'échec " et qui appuie à 100% les Plans de Réussite et diplomation (évaluation institutionnelle, habilitation, compétition etc... se cachent derrière ces derniers). On voudrait bien y faire quelque chose, mais il est trop tard, en plein été, pour réagir.

Après le sommet des Amériques...

Lors du premier Congrès annuel, on adopte le principe de grèves générales continentales. Cette idée restera en toile de fond. Devant le succès de la lutte contre la mondialisation capitaliste, on se propose de mener une large campagne de mobilisation contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché. L'automne est relativement calme (à l'exception d'une tentative d'occupation (bureau fédéral de placement étudiant et de l'industrie et du commerce, centre de commerce mondial) qui se termine prématurément dans le poivre de cayenne.) La campagne de mobilisation se poursuit et aboutira en une assez belle manifestation (21 février 2002 à Québec, 3000 personnes).

Ce qui suit cette manifestation est par contre une décevante mais prévisible dégringolade des moyens de pression : Occupation logistiquement réussie mais sans effet (14 mars, Communication Québec), arrestation massive le lendemain lors de la manifestation contre la brutalité policière (15 mars, Montréal, plus de 300

s'acquittera à peu près de sa tâche, avec pour principales difficultés la distance (un membre étant de Québec), le double mandat (certains-e-s d'entre eux et elles sont exécutant-e-s au niveau local et national) et l'absence de bureau (un lieu commun de travail).

Des campagnes d'affiliation se tiennent dans plusieurs associations. Les campagnes de mobilisation ont déjà été prises en charge par d'autres instances et par les associations étudiantes locales (TAE et Sommet des Amériques).

Des luttes étudiantes en parallèle

Au début de la session d'hiver, la campagne d'opposition au sommet des Amériques prend de plus en plus d'importance. L'organisation logistique évince un peu les débats idéologiques. La multitude des actions rend possible d'éviter le sujet en laissant le choix à chaque militant-e (situation bien particulière que ne se reproduira probablement pas...).

Des coalitions se forment avec différentes tendances et sur différentes bases : Opération Québec Printemps 2001, Groupe Opposé à la Mondialisation des Marchés (Montréal) CLAC, CASA (auxquels on doit les consultations préparatoires), Table de convergence dont s'est depuis scindé CAP Monde, Comités Étudiants (prenant en charge des tâches logistiques spécifiques, soit logement, bouffe, secourisme, propagande, etc. ...) c'est l'effervescence !!

Le mouvement de boycott a connu un certain succès auprès des étudiantes et des étudiants et aussi un certain succès médiatique, mais le Forum des assos n'est pas en mesure d'augmenter les moyens de pression. Le Forum décide de s'embarquer dans un processus de grenouillage juridique médiocre et stupide qui aura pour seul résultat de mener l'association de

Chronologie approximative du mouvement étudiant québécois

I- L'antiquité

1964- Fondation de l'UGEQ, l'Union générale des étudiants du Québec, première association nationale. Parution des premières parties du Rapport Parent (commission d'enquête sur l'éducation) et création du Ministère de l'éducation.

1966- L'UGEQ demande la gratuité scolaire à tous les niveaux.

1968 (octobre)- 1ère grande mobilisation étudiante, 15 cégeps et une partie de l'Université de Montréal sont en grève durant plusieurs semaines. Les cégeps sont occupés. L'association du cégep Lionel-Groulx a initié le mouvement.

Enjeux : contrôle étudiant sur la pédagogie et les institutions, manque de place dans les universités, démocratisation de l'enseignement supérieur. Dans la foulée de cette grève, création du réseau des Universités du Québec et du régime des prêts et bourses, gel des frais de scolarité à 500\$ par année.

1969- Dissolution "de facto" de l'UGEQ, jugée trop bureaucratique.

Dissolution de l'AGEUM (Université de Montréal) et de l'AGEUL (Université Laval) pour les mêmes raisons.

1974- (Octobre) Mobilisation contre le projet des TAEU (Test d'aptitude aux études universitaires). Plusieurs cégeps et départements universitaires font la grève.

(Novembre-décembre) Grande grève sur les prêts et bourses. 40 institutions affectées. Quelques gains sont obtenus.

1975 (22 mars)- Fondation de l'ANEEQ, à l'Université Laval. Une trentaine d'associations assistent au congrès de fondation.

1976 (octobre) - fondation de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), qui ne sera jamais membre de l'ANEEQ.

1978 (début novembre)- Deux équipes s'affrontent au congrès de l'ANEEQ. Une est composée de jeunes péquistes, surtout de l'Université Laval, l'autre, de jeunes "marxistes-léninistes", basés sur quelques cégeps. L'équipe "M-L" a gagné par une voix. Les péquistes, majoritaires parmi les universités se sont repliés sur le RAEU (regroupement des associations étudiantes universitaires), qui était jusque là un cocus universitaire au sein de l'ANEEQ.

1978 (mi-novembre)- Grève générale sur les prêts et bourses, à l'initiative de l'association du cégep de Rimouski.

1980- L'ANEEQ, après un long débat, prend position pour le OUI au référendum. Les jeunes reliés au Parti Québécois mettent sur pied le MEOUI (Mouvement étudiant pour le OUI).

II- Le moyen-âge

1981- L'AGEUQAM quitte le RAEU, la FAECUM y adhère. Ce qui consacre la séparation de l'ANEEQ et du RAEU. Fondation de la Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (FAECQ). Première division organisationnelle du mouvement étudiant.

rapport de force ponctuel face aux administrations et à l'état.

Les associations étudiantes les plus impliquées dans la coordination : Lévis-Lauzon au début, puis, principalement, Vieux Montréal et Ste-Foy pour le reste de l'année. Si officiellement, chaque association est égale au Forum des Assos, il devient évident que certaines prennent des positions de leader et d'autres de suiveuses.

Fondation et mise sur pied

Premiers balbutiements

L'ASSÉ est officiellement fondée le 25 février (à Sherbrooke) par l'adoption des Statuts et règlements. Avaient droit de vote au Congrès les associations qui avaient adopté la proposition de Statuts et règlements en assemblée générale et celles qui avaient adopté de tenir une campagne d'affiliation au courant de la session. Cette mesure avait pour but de s'assurer que les décisions qui seraient prises sur ce que serait l'ASSÉ seraient votées par des associations ayant déjà soumis le projet à leurs membres. La mesure assura en effet que le Congrès reposait sur un engagement sérieux et légitime. Les associations qui n'avaient pas de tel mandat pouvaient évidemment s'exprimer, et leur opinion était consultée par la prise systématique de votes indicatifs (toutes les associations avaient droit de vote) précédant les votes formels (seulement les associations avec mandats) sur chaque décision. Le Congrès a compté une cinquantaine de personnes provenant de plus de 23 associations. Pour permettre la mise sur pied progressive des instances de l'ASSÉ, plusieurs mesures transitoires sont adoptées, principalement la formation d'un comité de transition chargé d'assurer les tâches de l'exécutif et du Conseil InterRégional (CIR). Le comité de transition

L'ASSÉ depuis sa création

Par Héloïse Moysan-Lapointe, 2003

Été 2000

Des militant-e-s réfléchissent informellement sur le mouvement étudiant au Québec

Automne 2000 : dernier Congrès du MDE

Événement pas très surprenant, le lieu est une occasion de discussion pour définir le futur projet de syndicat de combat. Quelques conclusions sont tirées : La future association étudiante de lutte devra avoir une tendance plus clairement syndicale (de combat, évidemment), et accorder une plus grande importance aux régions.

Quelques rencontres se tiennent, certaines formelles, certaines informelles, visant à définir ce que sera l'ASSÉ. Les futurs membres travaillent ensemble à la préparation des rencontres du Forum des Associations étudiantes et coordonnent leurs campagnes. Ces associations sont celles de Maisonneuve, St-Laurent, Drummondville, auxquelles se joignent quelques personnes de l'UQAM, et de Matane au début. Ces associations rédigent une proposition de statuts et règlements de l'ASSÉ qui servira de base au Congrès de fondation.

En parallèle : Boycott de la taxe à l'échec

Les associations " " " s'organisent " " " dans le Forum des Associations Étudiantes, une instance ponctuelle et sans structure. À l'automne, le seul dossier à être concrètement pris en charge est le boycott de la taxe à l'échec (TAE). Le boycott est organisé pour la rentrée 2001 et connaîtra un succès suffisant pour imposer un

L'ANEEQ est à son plus bas depuis la fondation.

1982- Confrontation entre le gouvernement du PQ et les syndicats. Adoption de lois "matraque" pour forcer le retour au travail. Dissolution des groupes "M-L". Situation de vide politique, le PQ et les groupes M-L, qui prenaient toute la place dans la période 1975-1981 n'ont plus de présence significative dans les organisations progressistes. Foisonnement de tendances politiques diverses, libertaires, trotskistes, sociaux-démocrates, indépendantistes déçus du Parti Québécois, nostalgiques M-L, etc.

1983- Des dizaines de milliers de jeunes se retrouvent sur l'aide sociale, avec 160\$ par mois, à la suite de la récession de 1982. Le taux de chômage chez les 18-25 ans était alors de 25%. Ce qui provoque la fondation du Regroupement Autonome des Jeunes (RAJ) qui lutte principalement pour la parité dans l'aide sociale pour les moins de 30 ans. L'ANEEQ et le RAJ travaillent alors en étroite collaboration.

* Fin de la période couverte par le livre de Pierre Bélanger "Le mouvement étudiant québécois, son passé, ses revendications et ses luttes".

1984- Grève de trois jours de l'ANEEQ avec occupation des cégeps.

Enjeux : la loi sur l'accréditation des associations étudiantes (loi 32) considérée comme une ingérence gouvernementale qui brime le principe de l'autonomie du mouvement étudiant, le projet de Régime pédagogique au collégial (PREC) qui limite l'autonomie des institutions et les possibilités de pouvoir étudiant tout en encourageant les programmes courts et la formation à rabais, une plate-forme de revendications sur le régime des prêts et bourses.

1985 (décembre) - Le Parti libéral remporte les élections. Claude Ryan devient ministre de l'Éducation. Pendant la campagne électorale, sous la pression de son aile jeunesse, le PLQ promet de maintenir le gel des frais de scolarité et d'instaurer la parité dans l'aide sociale.

1986 (hiver) - Ryan fait des déclarations à l'effet que la promesse du maintien du gel devrait être abandonnée et qu'il y a "deux fois trop d'universitaires au Québec". Ce qui soulève la colère générale en même temps qu'une certaine inquiétude dans la population étudiante.

L'ANEEQ organise une manifestation de 5 000 personnes sur la colline parlementaire pour exiger du gouvernement qu'il respecte ses propres engagements.

1986 (automne) - L'ANEEQ convoque une Réunion extraordinaire du mouvement étudiant à Ste-Thérèse. Toutes les associations y ont droit de vote. Il y est décidé de déclencher une grève générale illimitée dès qu'un plancher de 20 associations sera atteint. Les revendications sont:

- le maintien du gel des frais jusqu'à la fin du mandat du gouvernement ;
- le retrait des frais afférents (introduits pour la première fois en septembre à 100\$ par année) ;
- la négociation d'une réforme du régime d'aide financière.

La grève durera deux semaines et regroupera, à son sommet, une trentaine d'associations dont une seule universitaire (l'AGEUQAM). Bourassa est contraint à déclarer à l'Assemblée nationale l'engagement de son gouvernement à maintenir le gel des frais jusqu'à la fin du mandat. Le ministère invite l'ANEEQ à une série de

Le MDE croit à l'action directe de la population étudiante sur ses conditions de vie, dans les institutions comme auprès du gouvernement. Nous croyons qu'avant d'aller négocier avec ce dernier, il faut d'abord établir un rapport de force.

C'est dommage, mais c'est le seul langage que le gouvernement et ses "partenaires" comprennent. Un exemple : lors du dernier Sommet socio-économique, le gouvernement a refusé de confirmer un gel des frais de scolarité. Quatre semaines de grève plus tard et c'était dans la poche.

Quand on dit concertation zéro, on ne veut pas dire que le MDE ne s'assiéra jamais avec le gouvernement pour négocier. Seulement, lorsqu'il le fera, il aura au préalable bâti un rapport de force lui permettant d'être vraiment entendu.

Organisons-nous!

Actuellement, les associations étudiantes sont divisées quant à la stratégie à employer face aux coupures. Le MDE regroupe certaines associations qui défendent une stratégie autonome de combat. D'autres associations défendent aussi cette stratégie, mais ne sont pas membres du MDE. Pour que nos actions aient un poids et pour éviter des pertes d'énergies, il est urgent d'unir toutes ces associations dans un même pôle de gauche ; le MDE. Unis nous vaincrons, mais divisés nous perdrons à coup sûr.

Ne laissons pas passer l'occasion de remettre le mouvement étudiant sur pied!

Organisons-nous dans le MDE!

par les membres, en assemblée générale. C'est pourquoi le MDE est contrôlé par ses membres via son congrès. Le congrès regroupe les associations étudiantes mandatées par leurs assemblées générales afin de rester démocratique.

Le mouvement étudiant a trop souvent été contrôlé par en haut par des élites (de droite comme de gauche) qui ont fait plus de tort que de bien en mettant de l'avant leurs intérêts politiques particuliers au lieu de ceux de la population étudiante dans son ensemble. Pour corriger cette situation, le MDE propose un retour aux principes de bases qui ont toujours guidés l'action des associations étudiantes, c'est à dire le syndicalisme étudiant. Il est temps que ça change

Le MDE c'est ça, mais c'est d'abord et surtout se donner les moyens d'obtenir la satisfaction de nos revendications. Le MDE ne croit pas au lobbying et à la concertation. Cinq ans de cette stratégie ne nous a amené qu'une détérioration de nos conditions de vie et d'étude. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple : depuis 1990 les frais de scolarité à l'Université ont augmenté de 350%. Tout ça sans parler des trop nombreuses coupures de services, de l'augmentation des différents frais dans les cégeps et des coupures au régime de prêts et bourses.

Évidemment, ce serait l'idéal si le gouvernement et ses "partenaires" pouvaient agir selon les désirs de la population et se plier aux arguments du mouvement étudiant. Malheureusement, ça ne fonctionne pas comme ça. Derrière chaque programme social, derrière chaque amélioration des conditions de vie de la population, derrière le système actuel d'éducation lui-même, il y a une lutte. Le reconnaître, c'est s'éviter bien des désillusions.

rencontres avec des responsables de la Direction générale de l'aide financière aux étudiants (DGAFE). Il n'y a pas de concession sur les frais afférents, mais le réseau UQ renonce, pour un temps, à en percevoir.

L'interruption de la mobilisation est présentée par la direction de l'ANEEQ comme une "trêve" en attendant les résultats de la négociation sur les prêts et bourses.

1987- Année de la dissolution officielle du RAEU et de la FAECQ, dont le déclin était amorcé depuis la victoire électorale libérale. La direction de ces deux organisations étant alors essentiellement composée de jeunes péquistes ambitieux, les deux groupes n'avaient plus de raison d'être. L'ANEEQ se retrouve à nouveau seule dans le paysage politique étudiant.

1987 (hiver)- Rencontres ANEEQ-DGAFE où sont discutés en détail chaque aspect du régime d'aide financière. Au printemps, occupation du bureau de comté de Ryan à Lachute.

1987 (automne) - Occupation monstre de l'ANEEQ (plus de 200 personnes, deux étages d'un édifice gouvernemental sont évacués) pour exiger du gouvernement qu'il rende public son projet de réforme de l'aide financière.

1988 (automne) - Grève de trois jours pour des améliorations immédiates au régime des prêts et bourses, suivie d'une grève illimitée. La grève s'essouffle avant que le gouvernement fasse des concessions publiques. Le plancher de 20 associations ne sera pas dépassé et 14 cégeps auront voté contre la grève. La direction de l'ANEEQ propose un "repli stratégique".

En même temps que le congrès spécial de l'ANEEQ qui suivait la grève de trois jours et appelait à une grève

illimitée, le Conseil général du PLQ retirait sa promesse de maintenir le gel des frais en prévision de la prochaine campagne électorale.

1988 (décembre) - La cour suprême du Canada invalide le chapitre de la loi 101 portant sur l'affichage commercial. Ce qui déclenchera une vague de protestation significative, en particulier parmi les étudiantes et les étudiants.

1989 (hiver) - Une quarantaine de militantes et de militants de l'ANEEQ, dont la quasi totalité du Conseil Central, se prononcent publiquement contre toute législation linguistique et approuvent le jugement de la cour suprême.

Au congrès qui suit (à Joliette), la résolution du CC sortant sur la langue est battue par une autre résolution "Pour un Québec multi-ethnique et français" à 10 contre 3 et 2 abstentions. Une division importante se produit également sur le bilan de la grève des prêts et bourses. Le CC présente la grève comme un succès tandis que la majorité des associations la perçoit comme une défaite.

La seule équipe qui se présente à l'exécutif est issue de l'ancien CC. Comme chaque membre de l'Exécutif a droit de vote au CC, celui-ci est partagé à 50/50 entre les deux tendances du congrès. Des démissions rapides de délégué-e-s de la région de Montréal donneront la majorité à la tendance de l'exécutif. Cette distorsion entre les orientations du CC et celles de la majorité des associations membres provoque une crise interne dont l'ANEEQ ne se remettra pas. Son membership décline à partir de cette date et jusqu'à la dissolution "de facto" en 1993.

C'est également dans cette période de crise à l'ANEEQ que des associations universitaires se réunissent en vue de créer la Fédération des étudiantes et des étudiants du

personnel enseignant et aux autres employé-e-s, mais notre représentation doit être suffisante pour nous donner un véritable pouvoir de négociation. Également, on doit exiger que nos délégations soient nommées par les associations étudiantes et redevables devant nos assemblées générales et conseils représentatifs.

* Richard Langlois, Pour en finir avec l'économisme, Boréal, 1995.

** Centre canadien de recherche en politique de rechange, Saigner le patient, 1993.

(...)

Section "Moyens d'action" du site internet

Le MDE ramène une vision démocratique de l'action étudiante. Toutes les décisions, à tous les niveaux, sont prises par les membres. Ceci dans le but de redonner aux étudiantes et étudiants un contrôle sur leurs outils collectifs de défense de leurs droits.

Pour ce faire, les associations étudiantes se sont dotées de structures démocratiques. Ces structures sont basées sur la souveraineté absolue des assemblées générales. On a choisi cette façon de faire parce que les associations étudiantes se sont donné une double mission : offrir des services à leurs membres et défendre leur droits.

Le MDE ne pense pas que les " leaders " étudiant-e-s devraient présupposer des opinions de la population étudiante. Pas plus que le fait d'avoir été élu sur un comité exécutif ne donne de mandat en blanc. Les membres de ces comités ne sont pas des représentant-e-s, ils et elles ne sont que des exécutant-e-s. Nous pensons que les associations devraient être contrôlées

de cours.

Le renouvellement des programmes

Généralement, il y a une importante participation étudiante sur les instances qui décident du contenu des programmes. Le problème c'est que le processus s'étend sur plusieurs années et que la délégation étudiante tend à se renouveler chaque année ou aux deux ans. Il y a donc un problème de continuité. Pour le surmonter, les associations étudiantes devront faire l'effort d'une centralisation de l'information sur ces questions de manière à pouvoir la transmettre à chaque nouvelle génération de délégué-e-s. De plus, les départements devront tenir compte de ce problème de continuité en fournissant le matériel et les services nécessaires à une participation active des étudiantes et étudiants. Il serait également souhaitable que les délégations étudiantes sur les comités de programme se rencontrent à l'échelle nationale, par domaine d'étude, pour échanger idées et informations

La gestion des institutions

La participation étudiante aux conseils d'administration des collèges et des universités est tout simplement ridicule. Avec 5 ou 10 % des votes, on ne peut pas prétendre que l'opinion des étudiantes et étudiants compte pour quelque chose dans ces hauts lieux décisionnels. Ce qui fait que nos maigres acquis aux niveaux inférieurs (départements, salles de cours) peuvent être remis en question n'importe quand sans que nous puissions dire quoi que ce soit! En plus, nos délégations symboliques ne sont pas redevables devant les associations étudiantes. On leur donne un mandat blanc pour aller jouer à l'étudiante ou l'étudiant de service. Nous sommes en droit d'exiger 40 % des sièges à tous les conseils d'administration. Pas la majorité parce qu'il faut laisser une place importante au

Québec (FEEQ), qui deviendra la FEUQ.

III- La modernité

1989 (septembre) - Les libéraux sont réélus à Québec. Aucun engagement n'est pris en ce qui concerne les frais de scolarité. Le mouvement étudiant s'attend à ce que le dégel soit annoncé d'une semaine à l'autre.

En octobre, une manifestation organisée par les quatre principales associations universitaires de la région de Montréal rassemble 3000 personnes.

En novembre, une réunion extraordinaire convoquée par l'ANEEQ consacre la division introduite au congrès annuel précédent et n'arrive pas à dégager un plan d'action effectif.

À la mi-décembre, en pleine période d'examens, le conseil des ministres décide de faire passer les frais de scolarité de 500\$ à 1200\$ par année en deux ans et donne aux administrations universitaires une marge de manœuvre supplémentaire de 10%.

1990 (hiver) - Le 10 février, 60 associations étudiantes sont réunies à l'Université de Montréal pour débattre de la hausse des frais de scolarité. Il est voté à l'unanimité de s'opposer au dégel, suite à un compromis entre l'ANEEQ et la nouvelle FEEQ. L'entente stipule que l'ANEEQ accepte de mettre momentanément de côté "la perspective de la gratuité scolaire" tandis que la FEEQ renonce à promouvoir son projet d'Impôt post-universitaire (IPU).

Sur le plan d'action, il est décidé à la majorité (environ 35) de déclencher une grève générale illimitée aussitôt que la majorité des institutions collégiales et universitaires auront un mandat (6 universités et 25 cégeps). Le plan d'action du CC de l'ANEEQ, qui

prévoyait déclencher la grève rapidement avec un minimum d'associations n'est repris intégralement par aucune association locale présente.

Le 24 février, à Québec, seules 8 associations ont obtenu des mandats. Un comité de coordination est élu et on se donne un autre deux semaines pour tenir d'autres assemblées générales.

Le 10 mars, une douzaine d'associations ont des mandats. Il est alors décidé d'abandonner le plancher prévu. La FAECUM proposera à ses membres une grève de trois jours. Les étudiantes et étudiants de Rimouski (cégep et université) déclenchent la grève illimitée une semaine avant tout le monde. La mobilisation est radicale mais demeure éclatée, mal coordonnée et très inégale selon les régions. Seuls Montréal et Rimouski ont connu une mobilisation importante (Rimouski et L'AGEUQAM sont en grève pendant 4 semaines complètes, les cégeps de St.-Laurent et du Vieux-Montréal pendant 3 semaines, Rosemont et Maisonneuve 2 semaines...).

Le gouvernement ne fera aucune concession, mais prétendra que les légères améliorations apportées aux prêts et bourses "compensent" pour le dégel.

Pendant la mobilisation, quelques assos de cégeps opposées à la grève fondent la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la FEEQ change alors son nom pour Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et les deux organisations se regroupent dans le Mouvement des étudiantes et des étudiants du Québec (MEEQ).

En juin, à Sherbrooke, deux équipes s'affrontent à l'exécutif de l'ANEEQ. Une est identifiée à la direction sortante, l'autre à la tendance indépendantiste majoritaire au congrès précédent. Le quorum (11

l'État fédéral de 350 millions par année.

- Dans les années 1930, les échanges sur les marchés monétaires, financiers et boursiers représentaient de fois les échanges de marchandises alors que, de nos jours, ils font 50 fois leur valeur ! Pourtant, aucune taxe n'est imposée sur cette activité économique des plus improductive. Ne devrait-on pas taxer la spéculation au lieu de l'éducation ?

LA DÉMOCRATISATION DES INSTITUTIONS

Nous croyons que les individus devraient avoir la liberté de choisir leur éducation; c'est une question de démocratie. Si on accepte que l'État, ou des groupes ayant des intérêts particuliers, décident entièrement de ce qui peut ou ne peut pas être enseigné dans nos collèges et universités et à combien de personnes, on risque de se retrouver avec une définition contrôlée de l'éducation. Le MDE propose l'autogestion des cégeps et universités par une instance intersyndicale regroupant les gens directement concernés par l'éducation: les associations étudiantes, les syndicats d'enseignant-e-s, les syndicats d'employé-e-s de soutien et les syndicats de professionnel-le-s. La gestion démocratique de l'éducation que nous réclamons devrait impliquer tous les niveaux de décision : de la salle de cours à l'ensemble des réseaux.

La négociation du plan de cours

Le / la professeur-e ou l'administration ne devraient pas avoir le droit d'imposer unilatéralement tous les détails du contenu des cours et des méthodes d'évaluation. À cet effet, des mesures doivent être établies et adoptées, au niveau des institutions et du réseau de l'éducation pour que les élèves aient le droit de négocier les plans

celle des entreprises à moins de 7 %... depuis 1975, l'impôt des particuliers s'est accru trois fois plus rapidement que l'impôt des entreprises... Et c'est sans compter la TPS et la TVQ qui ont transféré des milliards en fardeau fiscal des entreprises vers les particuliers."*

Des économistes ont calculé que :

1- en quinze ans, si l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises était demeuré au même niveau qu'au cours des années précédentes, la dette fédérale afficherait 105 milliards de dollars de moins;

2- parallèlement, si les taux d'intérêt étaient demeurés aux niveaux antérieurs, on aurait économisé une somme variant entre 65 et 90 milliards de dollars.**

On sait également qu'en 1992, "le nombre d'entreprises rentables exemptées d'impôt atteignait 93 000. Au cours des années récentes, un tiers des profits ont été enregistrés par des entreprises qui n'ont payé aucun impôt."*

...et des plus riches

Dans son plus récent ouvrage, l'économiste Richard Langlois nous apprend que:

- en 1992, on dénombrait 2 000 Canadien-ne-s gagnant plus de 100 000 \$ et n'ayant payé aucun impôt grâce aux multiples déductions et abris fiscaux;

- le Canada est l'un des seuls pays de l'OCDE à ne pas disposer d'une taxe sur la richesse (abolie en 1972) et l'estimation du manque à gagner résultant de l'abolition de cette taxe tourne autour de 20 milliards pour la période 1972-1992;

- les fiducies familiales sont exemptées d'impôt représentant une somme de 70 milliards, ce qui prive

associations sur 20) est atteint de justesse la première journée. Le dimanche matin, considérant que le congrès est mal préparé et peu représentatif et que les élections risquent encore une fois de donner à l'ANEEQ une direction opposée à la majorité des associations membres, les délégations de "l'opposition" quittent le congrès avec fracas et provoquent l'ajournement.

1990 (automne) - L'échec de l'accord du Lac Meech relance le débat sur le statut politique du Québec, notamment dans les associations étudiantes.

L'AGEUQAM et l'ANEEQ, après de longs débats, finiront par adopter une plate-forme indépendantiste de gauche, qui prône l'autonomie d'action (vs le soutien au PQ) pour la gauche dans ce débat. La FEUQ et la FECQ prennent des positions souverainistes plus conventionnelles et sont d'ailleurs dirigées par des jeunes péquistes reconnus. Le PQ intégrera d'ailleurs dans son programme des résolutions inspirées des plates-formes des deux fédérations, dont l'Impôt post-universitaire.

En septembre, la campagne de boycottage des frais de scolarité de l'AGEUQAM est un échec total (environ 1% des membres y participent).

En octobre (environ), le conseil régional de Montréal (CRM-ANEEQ) nomme une délégation au CC de la tendance "oppositionnelle". Celle-ci est alors majoritaire au CC pour la première fois.

1991 (Hiver) - Au congrès de l'ANEEQ, à St.-Laurent (11 associations présentes), toute l'équipe de la nouvelle direction est élue sauf au poste de secrétaire générale qui revient à l'équipe identifiée à l'ancienne direction. Cette équipe "mixte" fonctionnera jusqu'à l'automne suivant, alors que la nouvelle secrétaire générale se retrouvera seule à cause des démissions

successives des trois autres membres.

1991 (Automne) - À l'AGEUQAM, le responsable à l'externe élu au printemps démissionne en suggérant l'adhésion à la FEUQ. Aux élections partielles qui suivent, trois militants pro-Aneeq (nouvelle tendance) sont élus. Ce qui marque un début de rapprochement entre les deux tendances au sein de l'ANEEQ. Face à la perspective d'une dissolution, les points communs commencent à prendre le dessus sur les divergences.

1992 (Hiver) - L'exécutif de l'AGEUQAM (alors composé des seuls trois nouveaux élus) démissionne en bloc et appelle à la tenue d'élections générales pour protester contre le climat de guerre intestine qui ronge l'association. Le 12 février, à l'appel des démissionnaires de l'AGEUQAM qui ont lancé la Coalition pour la libération étudiante (Clé), 180 personnes occupent les bureaux du Ministère de l'enseignement supérieur et de la science (MESS) alors dirigé par la nouvelle ministre Lucienne Robillard. Les cégeps de St.-Laurent et Maisonneuve sont en grève pour l'occasion. Cette occupation coïncide par hasard (!?) avec le lancement public d'une série de documents gouvernementaux sur les cégeps. L'occupation est donc suivie d'une visite impromptue qui se conclut par une discussion avec la nouvelle ministre.

Au printemps, la tendance pro-Aneeq remporte les élections à l'AGEUQAM. Mais les efforts de rapprochement entre les deux tendances au sein de l'ANEEQ ne permettent pas de constituer une équipe unitaire. Le Congrès de l'ANEEQ est donc encore une fois le terrain d'une confrontation que la "nouvelle tendance" remporte. Ce sera la dernière bataille entre ces deux blocs dont les contours sont de plus en plus mal définis.

scolarité et l'endettement étudiant, nous exigeons que le système d'éducation, à tous les niveaux, soit entièrement financé par l'État. Pourtant, les gouvernements prétendent continuellement ne pas avoir assez d'argent pour financer convenablement l'éducation et la rendre complètement accessible. Nous affirmons que c'est faux. D'une part, la sous-scolarisation (l'ignorance...) coûte beaucoup plus cher que l'accessibilité. D'autre part, la crise des finances publiques n'est pas le résultat d'un appauvrissement de la société, mais de l'application de politiques fiscales néfastes et défailtantes que l'on peut corriger.

L'art de faire moins avec plus

En fait, selon les données de l'OCDE (qui regroupe tous les pays industrialisés, le PIB (Produit Intérieur Brut) du Canada, en dollars constants, a doublé entre 1971 et 1993. Comme la part du Québec dans la production canadienne est demeurée la même, on peut affirmer que le Québec est deux fois plus riche qu'il y a vingt ans! Mais alors, d'où peut bien venir ce syndrome du manque d'argent ?

La part des entreprises...

Un préjugé fort répandu veut que le Québec et le Canada soient plus lourdement taxés que les autres pays industrialisés. Pourtant "lorsqu'on examine la proportion des taxes par rapport à la richesse nationale... le Canada, avec 36.5 % en 1992, se situe loin derrière les pays nordique (45 %) ou même la France, l'Allemagne ou l'Italie (entre 40 et 44 %)." En fait, la perception des taxes très lourde n'est pas fausse... pour les particuliers à revenus faibles et moyens. Il en va tout autrement pour les entreprises. En 1950, les entreprises fournissaient autant d'impôt au gouvernement fédéral que les particuliers. "Aujourd'hui, la part des particuliers s'élève à 48 % et

collégiales en septembre 1991 et qui poursuit ses études jusqu'au diplôme de doctorat dans les délais dits "normaux". À la fin de ses études (avril 2002), elle aura accumulée une dette de plus de 32 000 \$. Avec un taux d'intérêt de 9 %, cette personne aura à assumer des versements mensuels d'environ 400 \$, pendant 10 ans, pour un total de 48 000 \$. C'est ce que le gouvernement considère comme un endettement "normal". On voit que le niveau actuel de l'endettement est tel, que le régime ne peut accomplir sa mission qui est d'assurer "qu'aucune personne ne se voit interdire l'accès aux études supérieures en raison de l'insuffisance de ses ressources financières."

On ne peut plus payer !

Depuis le dégel des frais de scolarité et l'augmentation du prêt qui l'a accompagné, les ex-étudiantes et ex-étudiants ont de plus en plus de difficultés à rembourser leur dette. En témoignent : la multiplication des demandes de remboursement différé et des mauvaises créances. Ce qui cause des maux de tête aux banques et au gouvernement en augmentant les coûts du système. Par exemple, entre 1989 et 1993, les demandes de remboursement différé sont passées d'environ 3 500 \$ à plus de 14 000 \$, soit quatre fois plus. Il est impossible de fixer le niveau "acceptable" de l'endettement étudiant ou des modalités "équitables" de remboursement. À partir du moment où on constate que l'endettement étudiant est injuste et bloque l'accès à l'éducation, il faut l'éliminer et trouver d'autres moyens de financer le système.

UN FINANCEMENT PUBLIC ADÉQUAT

L'éducation, comme toute autre activité impliquant un travail, a un prix. Puisque nous rejetons les frais de

1992 (automne) - À la suite d'un conflit entre l'exécutif de l'AGEUQAM et un employé de l'association, qui est également à l'exécutif de l'ANEEQ, les clivages politiques au sein de l'ANEEQ sont complètement chambardés. L'employé de l'AGEUQAM en question est congédié, les autres membres de l'exécutif de l'ANEEQ démissionnent et les anciens "ennemis" se réunissent dans leur hostilité commune envers le membre restant à l'exécutif de l'ANEEQ. Vers la fin de l'automne, par découragement, l'exécutif de l'AGEUQAM va jusqu'à proposer la dissolution de l'ANEEQ et la fondation d'une nouvelle association nationale.

1993 (Hiver) - En février, l'AGEUQAM présente en commission parlementaire le mémoire "Vivre plus loin" sur l'éducation et les finances publiques. C'est la réplique à "Vivre selon nos moyens", le document d'orientation du conseil du trésor qui propose de "rattraper la moyenne canadienne" des frais de scolarité. Ce qui représenterait une hausse d'environ 50%.

La ministre Robillard annonce une réforme des cégeps incluant l'introduction de frais de scolarité comme "ticket accélérateur" pour les élèves qui ont trop d'échecs où mettent trop de temps pour compléter leurs études. La mobilisation contre cette réforme est presque monopolisée par le BICCC (Bureau d'information et de coordination de la coalition collégiale) créé par des associations membres de la FECQ et indépendantes. Toutefois, la timidité des actions de cette coalition pousse un groupe de 6 cégeps (dont 5 membres de l'ANEEQ) à organiser une grève de quelques jours. Les syndicats d'enseignantes et d'enseignants sont également opposés à cette réforme qui leur enlève beaucoup d'autonomie au profit d'un contrôle accru de la part du Ministère.

Après une longue bataille pour la tenue du congrès, une nouvelle équipe - qui s'est constituée à travers la mobilisation contre la réforme Robillard - est élue sans opposition à l'exécutif de l'ANEEQ. On évalue alors les membres actifs de l'association à une dizaine d'associations.

1993 (automne) - Un conflit éclate entre la direction de l'ANEEQ et celle de la Sogéecom (Maisonneuve), ce qui laisse présager la mort prochaine de l'association fondée 18 ans plus tôt. La Sogéecom organise alors les États généraux du mouvement étudiant, qui seront un succès de participation mais ne déboucheront sur aucune perspective.

En octobre, une pétition est déposée pour demander la désaffiliation des sciences humaines de l'AGEUQAM (la moitié des membres). Tous les membres de l'exécutif de l'association démissionnent sauf un. Cette association étant paralysée par une crise interne sans précédent, la FEUQ récoltera tout le crédit de la lutte contre une éventuelle hausse des frais. Le référendum sera remporté par l'AGEUQAM par un vote d'environ 60% pour et 40% contre l'association.

1994 (hiver) - L'ANEEQ vide son local et entrepose ses meubles et ses archives. C'est la fin. La FEUQ et la FECQ peuvent prendre toute la place...

18.6 % pour ceux (sic) qui ont fait des études secondaires supérieures à un secondaire II, de 10.9 % pour ceux (sic) qui ont effectué des études post-secondaires partielles, de 10 % pour ceux (sic) qui ont obtenu un diplôme de niveau collégial et de 7.4 % pour ceux (sic) qui ont obtenu un grade universitaire. " (Secrétariat à la jeunesse, La jeunesse québécoise : faits et chiffres (15-29 ans), Gouvernement du Québec) On a donc intérêt à favoriser l'accès à l'éducation, sans imposer de frais de scolarité, si on veut éviter une augmentation du chômage. Lequel constitue la principale cause du déficit budgétaire. On peut donc conclure que les frais coûtent, au gouvernement, à long terme, plus que ça lui rapporte.

2) L'endettement étudiant

Faire payer les pauvres

L'endettement est encore plus injuste que les frais de scolarité. Tandis que les frais sont les mêmes pour tout le monde, indépendamment de leurs revenus, les dettes ne sont subies que par les personnes qui ont le plus de difficultés financières. En effet, le régime d'aide financière est dérisoire. Les contributions minimale étudiante, parentale et du conjoint-e sont les principales lacunes du système de prêts et bourses. Présentement, environ le tiers des étudiantes et étudiants ont recours à l'aide financière. C'est également le cas de la moitié des universitaires.

Un fardeau qui s'alourdit sans cesse

On constate que le prêt moyen a augmenté de 60 % en sept ans, passant de 2 000 \$ en 1987 à 3 200 \$ en 1993 (DGAFE. rapport annuel 1993-94). Mais c'est lorsqu'on examine l'endettement sur l'ensemble d'une " carrière " étudiante que l'on constate toute l'ampleur du problème. Prenons le cas d'une personne qui a entrepris des études

donc que les frais de scolarité ont un impact majeur sur la fréquentation scolaire. L'imposition des frais pour l'utilisation d'un service public comme l'éducation, constitue un moyen d'atteindre deux objectifs:

- 1) de transférer une partie des coûts du service aux étudiants et étudiantes;
- 2) de réduire l'utilisation de ce service par un " ticket modérateur ".

Qui doit payer ?

Le principe même des frais est injuste puisqu'on fait payer les même prix à toute personne, indépendamment de ses revenus. Les frais constituent une taxe à la consommation d'un service essentiel. C'est comme taxer le logement, les vêtements ou les soins de santé. D'ailleurs, rien ne permet de justifier la distinction entre les cégeps, en principe gratuits, et les universités, à 180 \$ le cours. Maintenir des frais aussi élevés à l'université fait donc une pression constante en faveur des frais au collégial. Ceux-ci ont d'ailleurs tendance à se multiplier. Il est tout aussi impossible de fixer le seuil à partir duquel les frais deviendraient trop élevés. Ce qui explique qu'après le dégel, qui devait faire passer les frais de 500 \$ à 1 200 \$ par année, ils ont continué à augmenter jusqu'à 1 800 \$. D'ailleurs, la décision de maintenir le gel des frais n'a été annoncée que pour la durée du mandat péquiste. On n'a qu'à observer les augmentations constantes dans les provinces canadiennes (plus de 3 000 \$ en Colombie-Britannique) pour comprendre ce qui nous attend si on accepte le principe des frais. Les statistiques démontrent, à l'opposé du mythe du chômeur et de la chômeuse diplômé-e, que le taux de chômage est inversement proportionnel au degré de scolarisation. " En 1990, le taux de chômage des 15-24 ans est de 27.6 % pour ceux (sic) qui ont un secondaire II ou moins, de

Six grèves générales

Par Benoit Renaud, 1996

Pour les besoins du texte que voici, la définition de l'expression "grève générale" sera la suivante: un boycottage systématique des cours par les étudiantes et les étudiants d'une proportion importante des collèges et/ou des universités durant plus d'une semaine.

Selon cette définition, il y a eu six grèves générales dans l'histoire du mouvement étudiant québécois. En voici une brève description accompagnée de commentaires. Je vous invite à en discuter, en vue de bien préparer la septième...

Pour les trois premières grèves, je me suis basé sur le livre de Pierre Bélanger, *Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications et ses luttes*, édité par l'ANEEQ en 1983. Pour les trois autres, j'ai repris la chronologie présentée au camp de formation de janvier (tirée principalement de mes souvenirs), en y ajoutant quelques commentaires. Je compte rédiger un livre sur l'histoire du mouvement étudiant au cours des prochains mois.

1968 : L'explosion annoncée

Contexte

Au Québec, l'année 1968 est marquée par une récession conduisant à des fermetures d'usines. Le gouvernement de l'Union Nationale est aux prises avec les syndicats à cause de lois considérées comme anti-ouvrières. Après l'euphorie de la Révolution Tranquille, le retour de l'UN marque un frein dans la vague de réformes et une radicalisation en retour des mouvements sociaux. La CSN ouvre son "deuxième front" et projette de mener la lutte sur le terrain politique. C'est aussi en cette année

1968 qu'est fondé le Parti Québécois.

En septembre 1967, les 12 premiers cégeps étaient ouverts. L'automne suivant, ils sont 23. Ces nouvelles institutions, combinant l'enseignement technique et la préparation à l'université constituent une innovation issue du Rapport Parent. Leur but est notamment de faciliter l'accès à une éducation post-secondaire aux classes défavorisées et aux régions éloignées. On cherche à favoriser la mobilité sociale et l'accès élargi à une formation générale. Les cégeps remplaceront graduellement les collèges classiques, autrefois réservés à une élite, et les instituts techniques, qui formaient la main-d'œuvre spécialisée.

Cependant, si les institutions sont nouvelles, les cadres, et une bonne partie du corps enseignant, sont les mêmes que dans les anciennes écoles. Cette contradiction entre des pratiques autoritaires, héritières de l'ère duplessiste (1936-1959), et le projet éducatif humaniste issu du Rapport Parent, constitue le terrain explosif sur lequel éclatera la première grève générale étudiante.

Préparation

Le mouvement de grève avait été anticipé plusieurs mois à l'avance. Durant l'année scolaire 1967-1968 (1^{ère} année d'ouverture des cégeps), l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) était en campagne pour l'ouverture d'une seconde université francophone à Montréal. Le mouvement étudiant était au sommet de sa force partout dans le monde (France, Mexique, États-Unis, etc.).

À la fin août, l'UGEQ organise une semaine syndicale, sorte de grand colloque de discussion et de formation, à laquelle participent 500 militant-e-s. L'idée majeure qui ressort de ces débats est le rejet de la participation aux instances officielles, considérées comme des structures

programmes liés aux services aux personnes (éducation, santé, travail social, psychologie), et les hommes sont majoritaires dans les secteurs liés aux sciences et à la technologie. Ce qui illustre bien la persistance des rôles traditionnels. Dans les autres programmes, les proportions semblent à peu près égales. Il y a donc un travail à faire pour briser les ghettos d'étude et faciliter l'accès des femmes aux cycles supérieurs.

3) Comparaison avec le Canada anglais

La proportion de la population de 15 ans et plus ayant fait des études universitaires est de 15.9 % au Québec, de 19.5 % en Ontario et de 19.1 % dans les huit autres provinces. Le taux de fréquentation scolaire des jeunes de 17 ans est de 62 % au Québec, de 88 % en Ontario et de 78 % pour l'ensemble du Canada. Il est donc clair que l'accès aux études collégiales devrait être grandement augmenté.

LES BARRIÈRES QUI ENTRAVENT L'EXERCICE DU DROIT À L'ÉDUCATION

1) Les frais de scolarité

En 1993, pour la première fois, les effectifs universitaires ont diminué au Québec. Il se trouve que cette année, fut la première, après le dégel des frais (1990-91), qui n'était pas une année de récession. On sait que les périodes de crise économique provoquent une augmentation momentanée des inscriptions dans les collèges et universités. Par exemple, en 1983, alors que les taux de chômage chez les jeunes atteignaient un record, les effectifs universitaires augmentaient de 8.6 %. Par ailleurs, au plus fort de la dernière récession, en 1992, l'augmentation n'était que de 2.8 %. Il apparaît

faire siennes.

C'est donc en vertu de ces réflexions et de ces projets que nous proclamons solennellement, en ce 13 mai 1995, la fondation du Mouvement pour le droit à l'éducation. (...)

Section "Revendications" du site internet

L'ACCÈS INÉGAL À L'ÉDUCATION

1) Selon les régions

Les différences entre les régions sont frappantes. La proportion des 20-29 ans sans diplôme secondaire varie de 18.9 à 20.9 % dans les grands centres urbains de Montréal, Laval et Québec, mais dépasse les 30% dans les régions des Laurentides, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de l'Outaouais et de Lanaudière. De plus, le pourcentage de la population ayant fait des études universitaires varie de 5.9 % sur la Côte-Nord à 19.9 % dans la région de Montréal.

2) Selon que l'on soit un homme ou une femme

Le fait que les hommes soient moins nombreux que les femmes à réussir leur secondaire, leur cégep et le premier cycle universitaire, peut nous amener à constater que les femmes ont obtenu un accès égal à l'éducation. Cependant, les femmes sont en minorité à la maîtrise et ne composent que le tiers des personnes inscrites au doctorat. Les chiffres, autant au niveau du cégep qu'au premier cycle universitaire ne tiennent pas compte des différences entre les programmes. Par exemple, à l'université, les femmes représentent deux tiers de la clientèle inscrite aux certificats et moins de 20 % dans les programmes de sciences appliquées. En général, les femmes sont majoritaires dans les

de consultation bidon, et la revendication d'un réel pouvoir étudiant. Dès le début, la grève générale sera le résultat d'un rejet de la concertation.

Le 4 septembre, l'UGEQ annonce son retrait de tous les comités de concertation du gouvernement du Québec. Le même jour, la conférence des recteurs et principaux des universités (CRÉPUQ), indique que plus de 4 000 étudiantes et étudiants ont été refusé-e-s faute de place.

Déroulement

Le 8 octobre, les médias avaient organisé une rencontre entre l'exécutif de l'UGEQ (avec Louise Harel et Claude Charron, entre autres) et le ministre de l'Éducation M. Cardinal. Les représentant-e-s ne demandent rien et avertissent que désormais, les étudiantes et les étudiants "prendront". En même temps, l'assemblée générale étudiante du cégep Lionel-Groulx (Ste-Thérèse) vote la grève illimitée et l'occupation de l'institution. Leurs demandes sont:

- la création immédiate d'une 2e université de langue française à Montréal
- une révision du régime des prêts et bourses
- une réforme en profondeur des relations élèves/profs/administration à l'intérieur du cégep

Cette plate-forme est présentée comme faisant partie d'une "contestation globale du système économique du Québec et de toutes les structures de la société".

L'UGEQ donne immédiatement son appui total à cette lutte et demande à toutes les associations de tenir des assemblées avant le 17 octobre sur la grève générale. Le 12 octobre, 10 cégeps étaient en grève, et quelques facultés et départements universitaires (sciences humaines) étaient affectés. Le 15, c'est 15 cégeps (sur

23) qui sont en grève. Ce sera le sommet de la mobilisation. Le lendemain, certaines occupations sont terminées. Le ministre en profite pour passer à l'offensive en menaçant d'annuler la session si tout n'est pas rentré dans l'ordre avant le 21 octobre. Le 18, il ne reste que 5 cégeps en grève (Édouard-Montpetit, Lionel-Groulx, Chicoutimi, Maisonneuve et Vieux-Montréal).

L'UGEQ répond au ministre en organisant trois manifestations pour le 21 octobre. La participation sera faible à Chicoutimi et Québec, mais 10 000 étudiantes et étudiants participeront à la manifestation à Montréal. En proportion de la population étudiante totale, ce sera la plus grande de l'histoire du mouvement étudiant québécois.

La grande manifestation aura été le chant du cygne de la lutte. À partir de cette date, les administrations et le gouvernement s'appliquent à "rétablir l'ordre."

Au cégep Édouard-Montpetit, on met fin à la grève en se promettant de lutter pour l'autogestion à l'intérieur du collège, c'est à dire le pouvoir exclusif des étudiant-e-s et du personnel (vs les administrateurs nommés par le gouvernement). En réponse, l'administration décide de fermer le cégep. C'est un lock out!

Une mesure semblable est votée par l'administration de Maisonneuve, qui prend également des mesures répressives contre l'association étudiante.

La tactique du gouvernement et des administrations consiste à éviter la répression violente qui risquerait de provoquer une radicalisation du mouvement. Seules les mesures administratives (lock out, non-reconnaissance des associations...) sont utilisées. Il semblerait que cette belle idée - qui a réussi - est une suggestion de Bernard Landry, alors conseiller du ministre Cardinal

C'est à partir de ce constat que nous avons décidé de faire du Mouvement pour le droit à l'éducation beaucoup plus qu'un simple regroupement d'associations étudiantes. Le MDE doit être une organisation qui soit un interlocuteur crédible auprès des gouvernements et surtout un pôle de ralliement des forces qui militent pour le droit à l'éducation. Nous invitons toutes les organisations qui partagent nos points de vue à adhérer au MDE à titre de membres de soutien, ce qui leur permettra de participer activement à nos débats et à nos actions.

Bien entendu, il va falloir solliciter la contribution de la population étudiante dans son ensemble, tant sur le plan des idées que de la mobilisation. C'est pourquoi nous acceptons l'adhésion des comités et étudiants et de chaque étudiante ou étudiant qui désire participer au Mouvement.

Pour renverser la tendance aux coupures et à la diminution tant de la qualité que de l'accessibilité de l'éducation post-secondaire, il nous faut donc faire le plein de tous les appuis et de toute la mobilisation possible derrière nos revendications. Pour y arriver, nous devons d'abord effectuer un patient travail d'information et de consultation auprès de la population étudiante.

Chaque manifestation, chaque dépliant, chaque conférence de presse, chaque réunion étudiante, devra être une occasion de défendre nos principes avec une argumentation toujours renouvelée et de plus en plus solide.

Avec du courage et de la patience, cette stratégie devra porter fruit. Nos revendications sont à la fois légitimes, extrêmement utiles et parfaitement réalisables. Il nous reste à trouver les meilleurs moyens de les faire entendre et d'amener la majorité de la population à les

investissement effectué par un individu en vue d'améliorer son statut social. A ce niveau, le corporatisme se transforme en individualisme pur et simple, et l'économisme étroit prend des allures unidimensionnelles.

C'est d'ailleurs à partir de cette conception typiquement néolibérale que fut élaborée l'idée du prêt remboursable en proportion du revenu (PRPR) ou de l'Impôt post-universitaire (IPU). En effet, si l'éducation ne profite qu'à la personne qui étudie, celle-ci devrait en assumer les coûts en totalité. Mais comme les étudiantes et les étudiants assez riches pour le faire sont trop peu nombreuses et nombreux, il faut donner aux moins fortunés la possibilité de payer plus tard. Après l'éducation à rabais, voici l'éducation à crédit.

Ce qui est dangereux avec une telle approche - surtout si on l'applique intégralement - c'est que la pression de l'endettement pourrait conduire les étudiantes et étudiants à faire pression pour une adéquation parfaite des programmes avec le marché du travail et un contingentement rigide, de manière à améliorer leurs chances de pouvoir rembourser leurs énormes dettes le plus rapidement possible.

III- Le rôle du MDE

Dans un contexte où les quatre visions que nous venons de critiquer prennent une grande place dans le paysage idéologique, les revendications du MDE peuvent paraître irréalisables. Pourtant, il y a bien des groupes dans notre société qui partagent cette conception de l'éducation et qui sont disposés à apporter leur contribution au débat. Il est donc primordial pour le mouvement étudiant de tout faire pour mobiliser ces appuis potentiels dans une stratégie commune et efficace.

(Union Nationale) et ancien dirigeant fondateur de l'UGEQ, quatre ans plus tôt. (La confrontation Landry-Harel ne date pas d'hier!)

Cependant, cette répression, quoiqu'administrative, fait très mal. Ce qui provoquera une deuxième vague de grèves et d'occupations en novembre. À Chicoutimi, 7 leaders du mouvement de grève d'octobre sont expulsés pour avoir manqué trop de cours durant la grève. Ce sera l'élément déclencheur de la mobilisation. L'administration de Chicoutimi décrète alors un lock out. Jonquière fait la grève par solidarité. On lutte aussi à Lionel-Groulx et à Maisonneuve. La nouvelle revendication est alors l'abolition de la politique des présences obligatoires, ce qui constitue l'équivalent du droit de grève pour le milieu étudiant. Certains professeurs appuient le mouvement étudiant en remettant systématiquement des feuilles de présence complètes à 100%.

Le 15 novembre, le cégep de Jonquière se fait "vider" par la police pour permettre un lock out de l'administration. C'est la première intervention du genre.

Dans cette période, Bernard Landry joue de la carotte et du bâton pour mettre fin au conflit. Il promet de faire pression sur les administrations pour obtenir le retrait des mesures répressives tout en menaçant d'annuler la session si la mobilisation étudiante se poursuit.

Conséquences

Le cégep Lionel-Groulx, qui avait déclenché la mobilisation, ne reprend ses activités "normales" que le 9 décembre, deux mois après le début de la grève. Ceux et celles qui ont participé à cette lutte en ont gardé un sentiment de défaite qui alimentera la radicalisation politique des années suivantes. Plusieurs en arrivent à

la conclusion que le gouvernement est intraitable et que seule une révolution permettrait de changer les choses. Les grandes associations étudiantes universitaires, qui n'avaient pas participé au mouvement, seront dissoutes. Ce qui entraînera la mort de l'UGEQ. Des groupes politiques se forment alors sur les décombres de cette première confrontation entre le mouvement étudiant et un gouvernement conservateur et borné. Dans les cégeps, on se replie sur des luttes locales pour la reconnaissance des associations et la réforme de la pédagogie, souvent en étroite collaboration avec les syndicats locaux.

Mais cette perception d'une défaite est probablement le résultat des attentes très élevées des étudiantes et des étudiants, qui croyaient pouvoir tout changer d'un seul coup. En réalité, on assistera dans les mois qui suivent à la fondation de l'UQAM (adoption de la loi le 18 décembre 1968), à une réforme du régime d'aide financière et au gel des frais de scolarité...qui durera jusqu'en 1990. Ce n'est sûrement pas de bonne grâce que le gouvernement unioniste procédera en vitesse à cette nouvelle vague de réformes. La mobilisation étudiante aura servi à quelque chose.

On retient également de cette mobilisation qu'elle a établi solidement la tradition de la démocratie directe. Ce sont les assemblées générales qui avaient le dernier mot en toutes choses. Le rôle des exécutifs locaux et de l'UGEQ se limitait à reprendre les idées adoptées en AG et à coordonner les actions.

1974 : Le raz de marée

Contexte

En 1974, le gouvernement Bourassa est en crise. C'est l'époque de la loi 22, qui soulève l'hostilité tant des anglophones que des nationalistes francophones. La

formation de la main d'oeuvre.

Aussi, cette attitude se joint au discours sur les finances publiques en considérant comme un gaspillage les sommes consacrées à des domaines d'étude moins directement profitables sur le plan strictement économique. On demande à l'État de fournir les "produits éducatifs" que le marché demande, et au coût le plus bas possible. Cette éducation rentable est en fait une éducation à rabais qui sacrifie tout à la seule recherche du profit et de la compétitivité.

Pourtant, à long terme, on peut parier qu'une société qui appliquerait intégralement une telle vision de l'éducation ne pourrait que décliner sous le poids de sa pauvreté culturelle et de son manque d'imagination.

c) La préservation des privilèges

D'autres désirent le maintien d'un contingentement strict de manière à limiter l'offre de compétences sur le marché du travail. En effet, si la connaissance est trop répandue, les avantages qui y sont reliés ne peuvent que s'amoinrir. Pour qui tient à ses privilèges, le droit à l'éducation est une idée dangereuse qu'il faut combattre.

Évidemment, un tel degré de corporatisme est complètement antisocial et antidémocratique. Pourtant, c'est avec cette logique que l'on limite l'accès à de nombreux programmes d'étude dont les perspectives d'emploi sont très bonnes et dont l'utilité sociale est très élevée, comme la médecine ou l'ingénierie. Ce faisant, on sacrifie l'intérêt général pour satisfaire aux pressions de groupes privilégiés.

d) L'investissement individuel

D'autres encore présentent l'éducation comme un simple

réduction de la dette et au financement des programmes sociaux et des services publics, dont l'éducation. Un économiste travaillant pour le ministère de l'éducation a même calculé que cet "investissement" rapporte au gouvernement l'équivalent d'un taux d'intérêt réel de 11%.

Par ailleurs, notre système fiscal avantage les entreprises au point où on peut parler d'un véritable scandale. Le Canada est le pays du Groupe des sept où les entreprises contribuent le moins à l'assiette fiscale ; et au Canada, c'est au Québec que ces entreprises paient le moins. Une réforme en profondeur de la fiscalité permettrait sans doute de dégager les sommes dont nous avons besoin pour financer adéquatement l'éducation et les programmes sociaux.

Il semble également que les gouvernements ne manquent pas de ressources quant il s'agit de financer les abris fiscaux, les subventions aux entreprises, ou l'armée. Dans la mobilisation contre Axworthy, nous avons abondamment illustré ces choix politiques qui sacrifient l'éducation pour des objectifs très questionnables.

b) Tout pour le marché

Certains voudraient que le gouvernement ne consacre à l'éducation que les sommes nécessaires à la formation de la main d'oeuvre. Comme si les besoins du marché du travail étaient les seuls qui aient une légitimité. Cette vision, qui se prétend rationnelle du point de vue économique, évacue tous les autres aspects de la vie sociale. Ce faisant, elle néglige la recherche fondamentale et la formation générale dont notre société a également besoin. Cette tendance vise à évacuer la mission de centre de débat et d'émancipation culturelle des institutions d'enseignement pour les transformer en des organismes uniquement dédiés à la

population considère que ce gouvernement est corrompu. Si bien qu'il suffira de la promesse d'un bon gouvernement, avec l'adoption de l'étapisme, pour faire élire le PQ à l'élection suivante. Toute la jeunesse du Québec déteste ce gouvernement de plus en plus conservateur.

Deux ans plus tôt, les présidents des trois grandes centrales syndicales avaient été emprisonnés à l'occasion d'une grève générale ouvrière illégale. L'agitation sociale et politique est intense dans cette atmosphère étouffante de fin de régime.

La jeunesse s'identifie soit au Parti Québécois et à son projet indépendantiste social-démocrate, soit aux mouvements de gauche radicaux qui contestent le capitalisme et l'impérialisme. Le féminisme radical est aussi en plein essor. Les américains se retirent du Vietnam et les dictatures d'Europe du sud (Portugal, Grèce, Espagne) s'effondrent.

La récession de 1973 est assez importante pour renforcer le rejet du "système" mais pas assez sévère pour obliger les gouvernements à réduire leurs dépenses. C'est à ce moment que l'on introduit la politique qui consiste à acheter la paix sociale à crédit, en endettant l'État, puis en faisant payer les intérêts par la population. Les impôts des entreprises sont réduits dans un effort visant à "rassurer les investisseurs" et à attirer les capitaux.

Prélude: la grève contre les TAEU

Le 9 octobre 1974, 5 cégeps (Rosemont, Joliette, Rouyn-Noranda, St-Hyacinthe, St-Jean) entrent en grève pour exiger le retrait des Tests d'aptitude aux études universitaires (TAEU). Les TAEU ne sont pas des examens de type académique, mais plutôt des tentatives de mesure de certaines aptitudes

intellectuelles considérées utiles à l'université (capacité d'analyse, raisonnement logique, esprit critique, mémoire...) Ces examens, d'abord lancés par des administrations universitaires, ont été intégrés dans le système d'évaluation du ministère en 1972.

Le mouvement étudiant considérait que ces tests étaient discriminatoires parce que conçus en fonction d'une certaine culture "bourgeoise", à laquelle une bonne partie de la population n'a pas accès. On critiquait également leur utilisation comme mesure de sélection supplémentaire dans une période où les universités se sentaient débordées par l'afflux des diplômé-e-s du cégep. De plus, ces tests ne s'appliquaient qu'aux étudiantes et étudiants francophones. Ce qui constitue une forme de discrimination supplémentaire inusitée, alors que l'on cherche à combler l'écart entre les deux groupes linguistiques dans l'accès à l'éducation supérieure.

L'association du cégep de Rosemont est au centre de l'organisation de cette grève et entreprend, dès les premiers jours de la grève, une tournée des cégeps de la région de Montréal visant à élargir la mobilisation. On prépare un boycottage des tests pour la séance du 19 octobre et un congrès national sur les TAEU est convoqué pour le 7 novembre.

Surprise! Le 1er novembre, avant que le mouvement ait eu le temps de s'étendre sérieusement, le ministre Cloutier (Libéral) annonce la "suspension" des TAEU. Selon le ministre lui-même, cette décision vise à éviter d'avoir à subir une mobilisation similaire à celle de 1968 sur un enjeu que le ministère considère peu important. Entre autre, le gouvernement est préoccupé par de difficiles négociations avec les employé-e-s du secteur public et cherche à éviter d'avoir à subir une mobilisation simultanée des étudiant-e-s et des

faire entendre le point de vue du mouvement étudiant progressiste sur toutes ces questions.

II- Les conceptions que nous rejetons

Il existe plusieurs manières de voir l'éducation qui entrent en contradiction avec les principes que nous voulons défendre. C'est l'influence de ces idées obtuses sur les politiques gouvernementales qui empêche la réalisation de notre projet. Quatre attitudes élitistes et antidémocratiques face à l'éducation refont surface de manière chronique dans les débats entourant l'accessibilité à l'éducation.

a) L'obsession aveuglante du déficit

Les gouvernements abordent généralement le domaine de l'éducation avec une vision bêtement comptable de la situation des finances publiques. Ils se demandent alors comment dépenser le moins possible en éducation pour pouvoir consacrer plus d'argent à d'autres fins, notamment au service de la dette.

Face à ce discours omniprésent, il serait tentant pour le mouvement étudiant de prendre une approche corporatiste et de "tirer la couverture de son bord" au détriment d'autres besoins sociaux comme le logement, la sécurité du revenu ou les conditions de travail des employé-e-s du secteur public. Mais ce serait le pire piège, car tôt ou tard, si on accepte la logique des coupures, ce sera notre tour.

Pour nous, il s'agit de voir l'éducation comme un investissement et non comme une simple dépense. Notamment en ce qui concerne les finances publiques, il est démontré que plus une personne est éduquée plus elle paiera d'impôt et par conséquent contribuera à la

effectifs universitaires ont commencé à baisser et le décrochage en cours de baccalauréat à augmenté. Ce qui signifie que la prochaine génération sera, pour la première fois dans notre histoire, moins éduquée que la précédente.

De plus, au mépris des promesses effectuées en vue de faire accepter le dégel, le gouvernement a profité de la hausse des frais pour réduire ses subventions, ce qui laisse les universités avec le même problème de sous-financement qu'il y a cinq ans.

Au bout du compte, la hausse des frais a provoqué à la fois une réduction de la qualité de la formation reçue à l'université et une diminution du nombre de personnes ayant accès à cette formation.

La société actuelle a plus que jamais besoin d'un grand nombre de personnes détenant une scolarité post-secondaire. Le conseil supérieur de l'éducation a fixé comme objectif pour l'an 2000 un taux de réussite de 25% au premier cycle universitaire. Une enquête d'un organisme fédéral va dans le même sens en annonçant que 65% des nouveaux emplois créés d'ici l'an 2000 demanderont une qualification post-secondaire. En ce moment, c'est 12% des jeunes qui réussissent un baccalauréat. Et le taux de participation à plein temps des 18-24 ans à l'enseignement post-secondaire n'est que de 29%.

Si on veut éviter une sous-scolarisation dramatique de la population québécoise - dans un monde où la connaissance est la principale source de richesse - il faut absolument renverser la tendance amorcée avec le dégel. Il est probable que la gratuité et la conversion des prêts en bourses n'y suffiront pas. C'est donc à une réflexion en profondeur sur les moyens et les buts de l'éducation que nous devons nous consacrer. Les prochains états généraux seront une occasion idéale de

syndiqué-e-s. La "paix sociale" est alors l'obsession du gouvernement québécois.

Mais puisque le retrait est annoncé comme temporaire, la réunion nationale du 7 novembre se tient, comme prévu. 27 associations y participent. C'est à cette réunion que, pour la première fois, on discute sérieusement de la mise sur pied d'une nouvelle association nationale. L'UGEQ est disparue depuis 5 ans, et le sentiment de force résultant de la victoire facile sur les TAEU donne aux associations le goût de s'organiser et de relancer la lutte contre le gouvernement. Ce projet est aussi le prolongement logique de la consolidation des associations locales qui s'est affectuée depuis la confrontation brutale de 1968.

Préparation

Le problème des TAEU étant réglé, c'est sur la question des prêts et bourses que la deuxième grève générale sera déclenchée.

En 1973, le ministère avait annoncé des améliorations au régime d'aide financière impliquant un ajout de 7 millions \$. En réalité, les modifications au régime ont entraîné une baisse du nombre des demandes (de 62 000 à 55 000). Le ministère avait pris les mesures suivantes:

- réduction de l'allocation de subsistance
- hausse de la contribution minimale (malgré un taux de chômage élevé durant l'été, surtout en régions périphériques)
- hausse de la contribution des parents

De plus, les modifications au régime rendent son administration plus complexe. Ce qui occasionne de nombreux retards dans le traitement des demandes.

Tous ces facteurs combinés placent bon nombre d'étudiantes et d'étudiants dans une situation financière de plus en plus intenable à mesure que la session d'automne avance. Plusieurs doivent abandonner leurs études.

Déroutement

Dans le Bas du Fleuve et à l'UQAM, on forme des comités d'étude étudiants sur les prêts et bourses. Le 18 novembre, l'AG de Rimouski vote la grève "jusqu'à ce que le problème soit résolu". Le lendemain, tout le Bas du Fleuve est en grève. En réponse, le ministère annonce la création de fonds de dépannage et la révision du calcul de certaines demandes. Mais c'est trop peu trop tard.

Le 20 novembre, à Trois-Rivières, 22 cégeps sont représentés dans une réunion nationale, dont 6 qui sont déjà en grève. Cette réunion appelle à une grève générale illimitée à partir du 25 novembre. Le mot d'ordre sera suivi par 27 cégeps, ce qui porte le total d'associations en grève à 33, et ce une semaine seulement après l'AG de Rimouski! Cette grève se répand comme une traînée de poudre.

Une deuxième réunion se tient à Limoilou le 26 avec 36 associations. On y forme un comité de négociation de 7 membres qui devra expliquer les revendications étudiantes au gouvernement et faire rapport aux associations du contenu des discussions. Ce comité reçoit des mandats impératifs des délégations aux réunions nationales, qui, à leur tour, sont mandatées par leurs assemblées générales respectives. Comme en 1968, c'est la démocratie directe qui prévaut.

À ce moment, les revendications sont:

- 500\$ de plus pour chaque demande déjà acceptée

I- Notre vision de l'éducation

L'idée fondamentale sur laquelle repose le Mouvement est, comme son appellation l'indique, le droit à l'éducation. Ce droit signifie que toute personne capable et désireuse d'apprendre devrait pouvoir le faire sans avoir à subir d'entraves arbitraires. Seule la capacité réelle d'apprendre devrait compter.

Nous considérons le droit à l'éducation comme un droit démocratique aussi fondamental que la liberté d'expression ou d'association. En effet, l'accès à la connaissance - surtout dans un monde où l'information et le savoir prennent une importance sociale et économique croissante - est un préalable à l'exercice des autres libertés. Le fait de réserver ce droit à une élite quelconque signifie que la majorité de la population est privée d'une des principales sources de pouvoir.

De plus, un accès généralisé à l'éducation constitue un outil précieux pour le développement des sciences, des arts et de la culture, ainsi qu'un facteur déterminant de progrès social. Une société qui néglige l'éducation ne peut que s'appauvrir dans toutes ses dimensions.

La gratuité : un projet nécessaire

Pour que le droit à l'éducation puisse s'exercer sans discrimination, il importe avant tout d'éliminer les barrières financières qui l'entravent. C'est pourquoi nous réclamons la gratuité scolaire et l'abolition de l'endettement étudiant.

Pour qui douterait du lien étroit entre les frais de scolarité, l'endettement et l'accessibilité, il n'y a qu'à examiner les conséquences du dégel des frais de scolarité. Depuis 1990, alors que les frais étaient multipliés par quatre et que l'endettement doublait, les

Déclaration de fondation

Introduction

Le projet d'un nouveau regroupement étudiant a été lancé par la Coalition X, lors de sa réunion du 25 février 1995. Cette coalition avait été mise sur pied dans le but de lutter contre la réforme des programmes sociaux du ministre Axworthy. Sa principale action fut l'organisation de la manifestation du 25 janvier 1995 à Montréal, une des plus grandes de l'histoire du mouvement étudiant québécois, avec 12 000 personnes.

La mobilisation contre la réforme a été suffisamment forte pour forcer le gouvernement à reporter ses projets de coupures, mais pas assez pour obtenir leur retrait total. De plus, le gouvernement du Québec a récemment annoncé d'importantes compressions budgétaires, notamment dans le secteur de l'éducation post-secondaire. Nous devons donc nous préparer à une longue bataille pour la défense du droit à l'éducation.

La fondation du Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) a pour but de donner aux étudiantes et aux étudiants un outil indispensable pour la coordination de leurs efforts en vue de promouvoir une conception de l'éducation qui repose sur des principes de démocratie et d'accessibilité, plutôt que sur les calculs biaisés de la pensée économique qui prédomine actuellement dans notre société.

La Déclaration de fondation vise à présenter brièvement les conceptions que nous entendons défendre ainsi qu'une critique de celles que nous rejetons et situer le rôle que le MDE entend jouer dans le débat social et politique sur l'éducation au cours des prochaines années.

- la révision complète des critères d'attribution de l'aide pour l'année suivante.

On conteste en particulier le principe de la contribution des parents.

À ces demandes - appuyées par une mobilisation sans précédent - le ministre Cloutier répond que les revendications étudiantes sont "irréalistes" et que les grévistes pourraient "perdre une session pour rien". C'est donc la ligne dure. Mais cette intransigeance ne fera qu'approfondir et étendre davantage la mobilisation.

Le 29 novembre, des écoles secondaires et des départements universitaires se joignent au mouvement. On évalue alors à 100 000 le nombre d'étudiantes et d'étudiants en grève. Même l'université d'Ottawa, dont une bonne partie de la clientèle vient du Québec et reçoit des prêts et bourses, est affectée par le conflit. C'est le moment où le ministère invite le comité de négociation à une première rencontre. Trois autres congrès étudiants allaient suivre au cours du mois de décembre, pour recevoir les rapports du comité et déterminer la suite de la mobilisation.

Des manifestations de 1000 personnes à Québec et de 3000 à Montréal vont ponctuer cette grève, la plus complètement "générale" de notre histoire.

Au congrès du 2 décembre, la mobilisation a atteint son sommet avec 40 institutions d'enseignement en grève complète ou partielle (pour les universités). On demande alors l'abolition de la contribution des parents pour les étudiantes et étudiants de 18 ans et plus, ainsi que la diminution de la contribution minimale.

Le gouvernement continue à répliquer avec des mesures d'application temporaire comme la réintégration

gratuite des élèves ayant abandonné pour des raisons financières et l'acceptation de nouvelles demandes après la date limite prévue.

Le 6 décembre, le ministre met fin à la période de négociation avec le comité étudiant. Au congrès suivant, le 8, les 150 délégué-e-s rejettent les propositions "finales" du ministre et appellent à la poursuite de la grève. Ce qui sera fait.

Le 12, Claude Charron, ancien leader de la grève de 1968 et député du Parti Québécois, fait ses recommandations à l'assemblée nationale. Selon lui, le gouvernement devrait:

- s'engager à réviser le critère de la contribution des parents
- promettre d'ajouter 9 millions\$ (25%) dans le budget de l'aide financière.

Résultats

Dans la semaine du 9 au 14 décembre, l'anti-émeute est intervenue pour vider quelques cégeps, à l'appel des administrations locales voulant interrompre la grève par des lock out, comme en 1968. Le 13, pour ajouter la carotte au bâton, le ministre annonce une nouvelle "proposition finale". Elle comprend trois propositions:

- l'abolition de la contribution des parents pour le calcul des prêts à partir de 1975
- la diminution progressive de la contribution des parents dans le calcul des bourses
- la diminution progressive de la contribution des étudiant-e-s

Suite à ces concessions importantes du gouvernement,

Le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE)

Introduction au site internet

Apparu dans la vague de contestation contre la Réforme Axworthy en 1995, le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE) s'est bâti en alternative aux stratégies lobbyistes et corporatistes des Fédérations étudiantes. Il s'est fixé comme objectif de remettre au coeur des revendications étudiantes le droit à l'éducation, et ce, dans une perspective de mobilisation de masse.

Le MDE est un syndicat étudiant national qui vise à regrouper les étudiantes et étudiants qui veulent agir pour défendre leur droit à une éducation accessible et de qualité. Ce droit est d'une importance fondamentale dans notre société où il est très difficile d'avoir un emploi (donc d'échapper à la pauvreté) si on ne détient pas une éducation post-secondaire. L'accès à l'éducation constitue donc un enjeu de société majeur: si les jeunes n'obtiennent pas une formation suffisante et de qualité, qu'ils ou qu'elles ne peuvent pas trouver d'emploi dans leur secteur d'étude, c'est la société qui se prive d'individus critiques.

L'éducation donne également accès à la science et la culture. On ne peut tolérer, dans une société qui se dit démocratique, que l'éducation ne soit réservée qu'à une élite. Le MDE vise donc à libérer l'éducation des obstacles économiques, des discriminations et des barrières arbitraires qui l'entravent.

(...)

Je ne vois pas d'autre manière de créer une dynamique d'expansion rapide pour la gauche et de constituer un syndicat étudiant de masse au Québec.

le congrès étudiant du 15 décembre vote une trêve des moyens de pression et mandate deux étudiants pour faire rapport au congrès de janvier 1975 de la nature exacte des propositions gouvernementales.

La victoire considérable de la grève des prêts et bourses de 1974 sera à la base du succès de l'ANEEQ, fondée le 22 mars 1975. Le but premier de l'ANEEQ sera de maintenir la vigilance des associations étudiantes et d'assurer le suivi de la lutte pour un régime d'aide financière adéquat.

1978 : L'offensive inattendue

Le contexte

À l'automne 1978, les associations étudiantes des cégeps ont atteint un degré de maturité et de reconnaissance sans commune mesure avec les toutes nouvelles associations qui avaient fait la grève dix ans plus tôt. Les organisations se sont consolidées dans les luttes contre les TAEU et pour les prêts et bourses en 1974 et de nombreuses luttes locales sur des enjeux pédagogiques ou sur les services. L'ANEEQ, alors au sommet de sa force et représentative de tout le mouvement étudiant, tant au cégep qu'à l'université, incarne ce syndicalisme étudiant de combat.

Toutefois, l'élection du Parti Québécois, le 15 novembre 1976, vient mêler les cartes de la politique étudiante. Le programme du PQ promettait la gratuité scolaire à tous les niveaux et un programme de pré-salaire, correspondant aux revendications étudiantes sur les prêts et bourses. Ce programme était le fruit de l'adhésion au PQ d'une bonne partie des militantes et des militants des grèves de 1968 et 1974. Mais une fois élu, comme cela se voit souvent, le gouvernement met le programme du parti en veilleuse.

Le mouvement étudiant à la veille de la grève

Face à cette situation, l'ANEEQ se divise en deux tendances. Ceux et celles qui ont encore confiance en ce gouvernement proposent de chercher à obtenir des améliorations par le dialogue et la concertation. Ce qui signifie le rejet de la grève générale comme méthode de lutte. Les plus critiques avancent que le gouvernement péquiste n'est pas meilleur que celui des libéraux ou des unionistes en ce qui concerne les revendications étudiantes, et que seule une mobilisation radicale permettrait d'obtenir des gains appréciables.

Au Conseil central élargi (une sorte de mini-congrès) des 4 et 5 novembre 1978, ces deux tendances s'affrontent lors d'élections générales à l'exécutif de l'ANEEQ. Elles sont à peu près à égalité. Mais la tendance "radicale" (majoritaire dans les cégeps) l'emportera de justesse, tandis que les "modérés" (basés surtout sur la CADEUL) se replient sur le Regroupement des associations étudiantes universitaires (RAEU), un caucus universitaire au sein de l'ANEEQ.

Déroulement

Le 7 novembre, deux jours après cette réunion cruciale, l'assemblée générale du cégep de Rimouski (encore!) vote la grève générale illimitée en vue d'obtenir la satisfaction des revendications suivantes:

- abolition de la contribution minimale
- abolition de la contribution des parents et statut d'autonomie dès le départ du domicile familial
- abolition de l'endettement par la conversion du prêt en bourse
- gratuité scolaire intégrale à tous les niveaux

les semaines qui suivent la grève. Puis la guerre ridicule contre le Plan G, menée par une minorité sectaire qui perdra tous les votes sur la question, tant au niveau local que national. (Pas étonnant que le dernier numéro du journal Démanarchie soit celui qui dénonçait la plus importante mobilisation étudiante depuis la grève générale.)

La crise d'orientation qui paralyse le MDE après ces deux bourdes (commises plus ou moins par les mêmes personnes) place la FCEE-Québec "au centre de la gauche" pour un certain temps. C'est cette bipolarité au sein de la gauche qui conduira au Forum de la Gauche puis aux premières discussions sur la fusion MDE-FCEE.

En conclusion, je crois que la seule solution viable pour le syndicalisme étudiant québécois, dans le contexte actuel, est la fusion du MDE et de la FCEE, par le biais d'une adhésion pure et simple des associations locales membres du MDE à la FCEE. Le projet de l'unité du mouvement étudiant progressiste à l'échelle pan-canadienne est plus pertinent que jamais, à l'époque de la mondialisation et les luttes contre l'OMC et la ZLEA. Seul ce projet d'une unité plus large peut être opposé au projet de la FEUQ et de la FECQ de l'unité bureaucratique du mouvement étudiant québécois.

Si ce projet vous intéresse, je suis disposé à vous fournir tous les arguments nécessaires et la stratégie qu'il faut pour convaincre la masse des membres et gagner les référendums d'affiliation.

Le cercle vicieux que connaît le MDE depuis le début (on ne grossit pas parce qu'on a pas d'argent, on n'a pas d'argent parce qu'on est trop petit...) serait brisé par les ressources que déploierait la FCEE dans les campagnes d'affiliation.

Par contre, le mouvement canadien anglais est plus stable et plus uni. En 1981, alors que l'ANEEQ est aux prises avec la scission du RAEU et la fondation de la FAECQ, plusieurs organisations étudiantes canadiennes provinciales et nationales s'unissent pour former la Fédération Canadienne des Étudiantes et Étudiants. Au départ, ce regroupement est assez hétéroclite sur le plan politique et ne génère que peu de mobilisations unitaires.

Au début des années 1990, à la suite d'une montée des luttes étudiantes dans certaines provinces, notamment en Colombie-Britannique où on gagne un gel des frais de scolarité, une coalition favorable à une orientation plus militante prend de l'ampleur.

Lorsque le gouvernement fédéral lance son offensive contre les programmes sociaux, la réforme Axworthy, la gauche remporte de justesse un vote en faveur d'une journée pan-canadienne de grève et d'action lors de l'Assemblée Générale de novembre 1994. C'est ce processus long et complexe au sein de la FCEE qui prépare la journée d'action du 25 janvier 1995. Puis, c'est la coalition montréalaise qui s'était formée pour organiser la manifestation du 25 janvier (elle regroupera 12 000 personnes par -25 et trois jours après le début de la session dans les cégeps) qui décidera de se transformer en regroupement permanent: le MDE.

7. Le MDE depuis la grève générale de 1996

Mis à part l'opportunisme des Fédérations, l'échec du MDE en terme de croissance dans la période de la grève générale et les mois qui ont suivi tient à des erreurs importantes commises par la direction du mouvement ou certains groupes importants parmi ses militant-e-s.

En premier lieu, la réaction irrationnelle contre l'idée d'un comité de mobilisation régional à Montréal dans

- calcul de l'aide en fonction des besoins réels

Rappelons que ces revendications correspondent au programme du parti au pouvoir.

(Pour expliquer que les deux grèves de 74 et 78 sur les prêts et bourses aient été déclenchées par Rimouski, on n'a qu'à remarquer que 69% des étudiantes et des étudiants de ce cégep vivaient (pauvrement) de l'aide financière gouvernementale, et que cette région connaît un taux de chômage sensiblement plus haut que la moyenne).

Dès le 9 novembre, Chicoutimi et LaPocatière se joignent au mouvement. Les 11 et 12, une réunion de l'ANEEQ appelle à la généralisation du mouvement de grève. Le 14, Limoilou, Alma, Hull et Rouyn embarquent. Le 15, pour le deuxième anniversaire de l'élection du gouvernement Lévesque, Rimouski organise un "enterrement" du programme du PQ. Le 16, c'est le tour de Jonquière, Rivière-du-loup et Drummondville d'emboîter le pas.

Cette fois, à l'opposé de 1974, le mouvement met du temps à s'étendre. Après 10 jours, il n'y a que 9 associations en grève sur 40 cégeps. Par contre, ces associations sont réparties dans toutes les régions, ce qui facilitera grandement le ralliement des autres institutions.

Le ministre Jacques-Yvan Morin déclare que les revendications étudiantes sont "irréalistes" puisqu'elles coûteraient 240 millions \$. Pour s'excuser de ne pas appliquer son propre programme, il rappelle que l'article 1 (la souveraineté-association) implique que le gouvernement du Québec devrait percevoir tous les impôts. Il affirme également que le gouvernement cherche à atteindre les objectifs définis dans son programme par des améliorations progressives. En

même temps, la police vide deux des cégeps en grève.

En réponse, l'ANEEQ invite le gouvernement à une véritable négociation sur l'ensemble du régime et travaille à étendre la mobilisation. Le secrétaire général de l'ANEEQ dénonce aussi les privilèges fiscaux et les subventions généreuses accordées aux entreprises pour démontrer que l'argent nécessaire à la satisfaction des revendications étudiantes n'est pas si introuvable que le prétend le gouvernement.

Le 20 novembre, 14 cégeps sont en grève, pour un total d'environ 35 000 étudiantes et étudiants. Le 23, ils sont 30, soit deux fois plus qu'au début de la semaine. Mais à ce moment, Rimouski est déjà en grève depuis 15 jours. Il est donc normal que certains des premiers cégeps commencent à s'épuiser et demandent des résultats. Une manifestation de 1500 personnes se tient alors devant les bureaux du Ministère de l'Éducation à Montréal. Une partie de la manif se transformera en occupation improvisée. (Ce fut la seule occupation réussie de cet édifice réputé imprenable depuis.)

Les 24, 25 et 26 novembre, un congrès extraordinaire de l'ANEEQ sur les prêts et bourses réunit 200 personnes de 49 associations dont 27 sont membres de l'ANEEQ. On décide alors de donner le droit de vote à toutes les associations, mais seulement sur la question des prêts et bourses et à toutes les réunions qui feront le suivi de la mobilisation.

Ce congrès ajoute à la plate-forme initiale, adoptée par l'AG de Rimouski, les revendications suivantes:

- abolition des frais afférents, d'admission et autres frais
- gratuité du matériel didactique obligatoire

nationalisme québécois, qui culminera lors du référendum d'octobre 1995. Elles n'excluent pas le recours à des manifestations massives et même à de courtes grèves, surtout lorsque l'adversaire est le gouvernement fédéral.

C'est cette nature contradictoire des Fédérations qui ouvrira la porte à la fondation du MDE. En effet, elles décident de mobiliser contre la réforme Axworthy à l'automne 1994, malgré leur accord de principe avec les PRPR. La gauche peut alors se placer à la direction politique du mouvement et se réorganiser sur la base du rejet des propositions réactionnaires que la FEUQ et la FECQ considèrent comme des revendications.

Par la suite, cette nature contradictoire des Fédérations s'accroît encore plus avec leur éternel "virage à gauche", et leur capacité à récupérer au moins en partie les luttes étudiantes. Sans cette flexibilité opportuniste, qu'on n'aurait pas vu au RAEU ou à la FAECQ, les Fédérations ne se seraient pas si bien tirées de l'impact de la grève de 1996.

6. N'oublions pas la FCEE!

En parallèle avec l'évolution du mouvement étudiant au Québec, il peut être très utile de noter certaines évolutions du côté du mouvement canadien dans les autres provinces. En bref, le mouvement étudiant canadien anglais a commencé plus tôt qu'au Québec, mais n'a jamais atteint le degré de mobilisation nécessaire à une grève générale illimitée pan-canadienne. Ceci s'explique par plusieurs facteurs, dont le caractère provincial des politiques en enseignement supérieur (en particulier au Québec, qui s'est retiré du programme fédéral d'aide financière aux études) et l'absence d'une radicalisation des luttes ouvrières du même degré que ce qu'on observe au Québec de 1965 à 1973 environ.

1975 doit être situé dans le contexte d'une vague de luttes ouvrières, dont le point culminant fut la grève générale de Mai 1972, sans doute le point fort de la lutte des classes dans l'histoire récente. L'exemple du Front Commun syndical a inspiré la formation d'un équivalent étudiant: l'ANEEQ.

Par contraste, l'incapacité du mouvement syndical à développer une campagne de solidarité effective avec la grève des infirmières a préparé l'effondrement du Front Commun de 1999 et explique en bonne partie l'impossibilité de développer un mouvement de grève étudiante dans la même période.

Une chose que le mouvement étudiant des années 1960 et 1970 faisait et que le MDE a négligé, c'est la solidarité avec les luttes syndicales. Il y a presque toujours une grève quelque part. Appuyer ces luttes, et ainsi leur donner une meilleure chance de succès, permet en retour de renforcer le mouvement étudiant.

5. FEUQ-FECQ vs RAEU-FAECQ

La continuité entre les deux générations d'organisation corporatistes étudiantes est évidente. Mais on doit aussi observer les différences si on veut développer une stratégie adaptée à la situation concrète. Le RAEU et la FAECQ avaient été fondées par des jeunes péquistes alors que le PQ était au pouvoir et perdait rapidement ses appuis. Ces organisations étaient carrément opposées à toute forme de mobilisation et ne comptaient que sur leur capacité à "persuader" leurs amis au pouvoir.

La FEUQ et la FECQ sont formées également à l'initiative de jeunes péquistes, mais pendant que les libéraux sont au pouvoir et lancent des attaques constantes contre l'accès à l'éducation. Aussi, elles se développent dans une période de montée du

- abolition des intérêts sur les prêts déjà contractés et début du remboursement 6 mois après l'obtention d'un emploi permanent

- accès à l'aide financière pendant toute la durée des études (abolition de la notion de période d'admissibilité)

- abolition de la distinction entre le cégep et l'université dans le calcul des frais de subsistance

- accélération du traitement des demandes

On forme aussi un comité de négociation de 7 membres pour représenter le mouvement auprès du gouvernement. Le principe de la démocratie directe est maintenu, comme en 1968 et 1974. Ce comité ne pourra pas accepter les offres du gouvernement. Seules les assemblées générales peuvent le faire.

À cette étape, le gouvernement commence à présenter les étudiantes et les étudiants comme des "privilegié-e-s" qui devraient être en partie "responsables" du financement de leur éducation. Des excuses et des délais, on passe à la répudiation pure et simple du programme du parti. Pourtant, durant la grève de 1974, le même Jacques-Yvan Morin, alors dans l'opposition, prétendait pouvoir satisfaire les revendications étudiantes s'il était au pouvoir.

Le 28, une première rencontre a lieu entre le comité étudiant, le ministère et la Fédération des associations de parents (qui appuie la position du gouvernement). C'est le moment où le nombre de cégeps en grève commence lentement à décliner. Mais le ministre fait tout de même trois concessions:

- une diminution de la contribution des parents

- l'abolition de la différence entre le cégep et

l'université dans le calcul des frais de subsistance

- la prise en compte des différences régionales dans le calcul des dossiers des étudiant-e-s chefs de famille monoparentale

Le ministre compte visiblement sur l'essoufflement du mouvement pour de pas avoir à céder davantage.

Mais le 30 novembre, des renforts inattendus viennent changer le paysage. L'UQAM se joint à la grève pour une semaine. C'est la première fois qu'une université est fermée au complet pour participer à une grève générale étudiante. Cette institution, créée 10 ans plus tôt pour accueillir les finissant-e-s des cégeps, est devenue une université "populaire" et un bastion de la contestation étudiante. Des départements de sciences humaines de l'U de M et de Laval font de même. Les anciens de la grève de 1974 qui ont accédé à l'université reprennent du service.

La réunion nationale suivante entreprend une campagne contre la propagande anti-étudiante maintenant diffusée par les portes-paroles du gouvernement et relayée par les médias. Pour ce faire, on entend mener une campagne de presse constante, participer aux lignes ouvertes et diffuser du matériel d'information dans la population. On cherchera également à consolider les appuis dans les autres mouvements sociaux. Il faudra démontrer que les demandes étudiantes sont réalisables et constituent des droits pour la population et non les privilèges d'une minorité. D'une lutte économique pour l'accessibilité on passe à une lutte politique contre le gouvernement et pour la démocratisation de l'éducation.

Le 2 décembre, le ministre s'ajuste à la nouvelle tournure de la mobilisation et fait deux nouvelles concessions :

rempart de ce vieux système qui vole en éclat à partir de la révolution tranquille. C'est alors que se forment les premiers syndicats étudiants québécois.

3. Le mouvement des dissolutions en 1968-1969 et ses conséquences

Je pense qu'il est erroné, en parlant des spontanéistes de 1968-1969, d'affirmer que "L'histoire leur donne raison sur la question de la radicalisation." le résultat concret de leur action n'a pas été la radicalisation mais le repli du mouvement sur les luttes locales et la formation de petits cercles radicaux marginalisés. La grève générale d'Octobre 1968 aurait pu mener à une radicalisation de l'AGEUM, de l'AGEUL et de l'UGEQ elle-même. Au lieu de cela, les spontanéistes ont choisi de refuser le débat avec la majorité en voie de radicalisation sur le terrain des assemblées générales et des organisations de masse. Au bout du compte, c'est la droite qui en a profité en mettant en place la FAECUM et la CADEUL, puis le RAEU et aujourd'hui la FEUQ.

Quand on est passé par l'expérience de la grève de 1996, où la FEUQ et la FECQ se sont mis à la remorque du mouvement pour ensuite le diviser et le trahir, ne pas prendre conscience de la nécessité de construire une alternative réelle à ces structures opportunistes (une organisation de masse combative et démocratique) relève de l'aveuglement.

4. La classe ouvrière et la résurrection du syndicalisme étudiant

C'est le mouvement syndical qui avait lutté, jusqu'aux années 1960, pour la gratuité scolaire et l'accès à l'éducation. C'est encore lui qui va sortir le mouvement étudiant de sa période localiste.

En effet, le retour du syndicalisme étudiant en 1974-

moindre, est influencé par les fluctuations de la conjoncture économique. Par exemple, au début des années 1980, la récession qui frappe l'ensemble de la planète a été une période très dure pour l'ANEEQ et le mouvement étudiant québécois.

2. Anti-impérialisme et radicalisation du mouvement étudiant

La nouvelle génération de militantes et de militants qui sera à l'initiative du mouvement étudiant radical de la fin des années soixante se développe autour de mouvements de solidarité avec les luttes de libération nationale en Algérie (pour la France) et au Viet-Nam (surtout aux États-Unis). Dans le cas des États-Unis, il faut ajouter à cela le mouvement pour les droits civiques et la lutte des Noirs, qui tend elle-même à se radicaliser du fait de la prolétarianisation de la population Afro-américaine et sa migration vers le Nord, autrefois cantonnée au travail agricole dans les États du Sud.

Pour le Québec, la lutte contre l'oppression nationale de la population francophone va contribuer à la radicalisation rapide du mouvement. Rappelons que dans les années 1960, le centre-ville de Montréal est très anglicisé, que l'entreprise privée est très majoritairement aux mains d'une classe d'affaire anglophone et que la classe ouvrière québécoise constitue une masse de "cheap labour" pour le grand capital canadien et américain. La hausse de la qualification de la main-d'oeuvre s'opère donc plus tard et moins fortement au Québec que dans le reste du Canada et du monde industrialisé.

Le retard marqué du Québec en terme de programmes sociaux et d'accès à l'éducation est intimement lié à l'histoire de l'impérialisme britannique et de son alliance avec le clergé catholique et les élites paroissiales. Le régime Duplessis constitue le dernier

- la croissance progressive de l'aide financière totale
- la réduction progressive de l'endettement par des transferts du prêt vers la bourse.

Il rejette l'abolition de la contribution minimale au nom du principe de "l'incitation au travail" et prétend que l'abolition de la contribution des parents inciterait à la division des familles!

Malgré tout, les 5 propositions gouvernementales vont dans le sens des demandes étudiantes, mais sans aller aussi loin et en prenant bien soin d'étirer leur réalisation sur plusieurs années.

Le 5 décembre, le mouvement étudiant répliquera avec la plus grande manifestation étudiante jamais vue dans la Capitale. 8 000 personnes marchaient en hurlant: "Régime des prêts et bourses, régime amaigrissant! Morin, salaud, le peuple aura ta peau! Parti Québécois, parti bourgeois!", sans oublier l'éternel "Ce n'est qu'un début, continuons le combat!". Mais c'est le début de la fin. L'UQAM rouvrait ses portes la veille. Le 11 décembre, il ne reste que 14 cégeps en grève. La fin de la session force une interruption de la mobilisation. Les directions commençaient à menacer d'annuler la session.

L'après-grève

C'est alors que commence la difficile négociation des protocoles de retour en classe et de récupération, qui se fera localement.

En dépit de tout cela, à Alma et à Jonquière, notamment, on entreprend de poursuivre la grève jusqu'en janvier.

À la dernière réunion de l'ANEEQ de la session d'automne, on décide d'ajouter à la grève des "visites"

de bureaux de député-e-s. 6 bureaux seront occupés dans la seule journée du 14 décembre.

En guise de bilan de cette lutte, on peut retenir que le gouvernement a été forcé de faire des concessions durant la mobilisation. Comme en 1974, des gains immédiats permettront d'entretenir un sentiment de victoire et de consolider le mouvement. La direction "radicale" de l'ANEEQ, dont le statut était précaire avant la grève, en sort confortablement installée. L'ANEEQ restera un symbole de radicalisme politique et de mobilisation de masse jusqu'à la fin. Les adeptes de la modération et de la concertation devront donc constituer leurs propres organisations. Ce qui sera fait en 1981 avec la rupture entre le RAEU et l'ANEEQ et la fondation de la FAECQ (Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec).

1986 : Une victoire bien orchestrée

Le creux de la vague

Huit ans séparent la troisième grève générale de la quatrième. Ceci s'explique par les nombreux bouleversements économiques, politiques et sociaux du début des années 1980. C'est l'époque du syndrome post-référendaire, de la récession la plus grave de l'après-guerre, de la dissolution des groupes politiques maoïstes (M-L), de la crise au sein du PQ, de la confrontation entre les centrales syndicales et le gouvernement Lévesque.

À l'échelle internationale, on constate l'application radicale des politiques néolibérales par Reagan aux États-Unis et Thatcher en Grande-Bretagne.

Dans le mouvement étudiant, on assiste à la fondation de la FAECQ et du RAEU (1981), deux associations nationales hostiles à toute mobilisation et intégrées à

Parmi ces luttes sociales, la revendication de l'accès à une formation universitaire, par les vétérans en particulier, pousse encore plus loin l'ouverture des universités à de nouvelles couches sociales.

L'ensemble de ces facteurs créent une véritable explosion des effectifs universitaires et une diversification importante (quoiqu'incomplète) de l'origine sociale de la population étudiante. Ainsi, les universités changent radicalement de rôle social. Dans la première moitié du 20^e siècle, elles étaient essentiellement des centres de reproduction de la classe dirigeante. Désormais, elles seront le lieu d'une nouvelle lutte de classes entre les étudiant-e-s qui s'identifient à la bourgeoisie et ceux et celles qui, soit à cause de leur origine sociale, de leur destination sociale ou de leurs conditions de vie durant les études, se reconnaissent des affinités avec la classe ouvrière et ses organisations.

Les causes économiques de cette transformation des universités sont irréversibles. Par contre la dimension des luttes sociales fluctue avec le rapport de force entre les classes. Pour nous, cette constatation signifie que toutes les contre-réformes du monde ne feront jamais disparaître le mouvement étudiant. Le capitalisme a besoin de cette main-d'oeuvre hautement qualifiée et doit vivre avec les conséquences.

Aussi, il n'est pas rentable pour les entreprises d'assumer la formation de base et la recherche fondamentale. Le salariat implique la liberté pour les travailleurs et travailleuses de quitter un emploi pour en prendre un autre. Un investissement dans la formation des employé-e-s est donc rentable uniquement si cette formation n'est pas transférable.

À court terme, on constate que le mouvement étudiant, comme le mouvement syndical mais à un degré

Quelques idées pour le camp d'orientation du MDE

(En complément du texte rédigé par Benoit Marsan, " Pourquoi le syndicalisme étudiant ")

Benoit Renaud, 2000

1. Sur les origines du syndicalisme étudiant.

Il est important de situer les bases matérielles de l'apparition du syndicalisme étudiant. On peut en gros situer deux causes dont les effets se renforcent et se combinent dans les années 1940 et 1950.

Premièrement, le virage économique pris autour de la Seconde Guerre Mondiale, avec l'introduction de nouvelles technologies et une augmentation dramatique de la productivité dans le secteur manufacturier, crée une demande pour un grand nombre de travailleurs et travailleuses ayant une éducation scientifique et technique plus poussée ainsi qu'une expansion et diversification du secteur des services. Cette nouvelle phase dans l'histoire du capitalisme tend aussi à subordonner, plus qu'auparavant, la recherche scientifique au capital. Ainsi, les scientifiques tendent à se prolétarianiser, autrement dit à perdre tout contrôle sur les fins et l'organisation de leur recherche.

Une main-d'oeuvre plus qualifiée nécessite à son tour l'extension d'une autre catégorie de travailleuses et de travailleurs intellectuel-le-s: les enseignant-e-s.

En parallèle, la période de luttes politiques et sociales intenses de la fin des années 1930 et de l'immédiat après-guerre force plusieurs gouvernements à instaurer une série de programmes sociaux qui eux aussi demandent une main-d'oeuvre qualifiée et en nombre toujours croissant.

l'appareil gouvernemental.

Au Québec, le tournant à droite s'exprime notamment par la constitution de trois "comités de sages", par le tout nouveau gouvernement Bourassa, dans les premiers mois de 1986. Ces comités recommandent une foule de privatisations, de déréglementations et de tarifications, dans le but de "relancer l'économie et d'assainir les finances publiques".

En décembre 1985, en effet, le parti libéral remportait les élections provinciales. Claude Ryan devient alors Ministre de l'Éducation. Pendant la campagne électorale, sous la pression de son aile jeunesse, le PLQ promet de maintenir le gel des frais de scolarité.

Ce changement de régime annonce le déclin rapide du RAEU et de la FAECQ, des organisations complètement contrôlées par des jeunes du PQ dont la principale motivation était de se faire valoir auprès de "leur" gouvernement.

Chronologie approximative

1986 (hiver) - Ryan fait des déclarations à l'effet que la promesse du maintien du gel devrait être abandonnée et qu'il y a "deux fois trop d'universitaires au Québec". Ce qui soulève la colère générale en même temps qu'une certaine inquiétude dans la population étudiante.

Au printemps, l'ANEEQ organise une manifestation de 5 000 personnes sur la colline parlementaire pour exiger du gouvernement qu'il respecte ses propres engagements.

1986 (octobre) - L'ANEEQ convoque une Réunion extraordinaire du mouvement étudiant à Ste-Thérèse. Toutes les associations y ont droit de vote. Il y est décidé de déclencher une grève générale illimitée dès

qu'un plancher de 20 associations sera atteint. Les revendications sont:

- le maintien du gel des frais jusqu'à la fin du mandat du gouvernement (dans la perspective de la gratuité scolaire)
- le retrait des frais afférents à l'université (une nouvelle mesure dont le maximum est alors fixé à 100\$ par année)
- la négociation d'une réforme du régime d'aide financière sur la base de la plate-forme de l'ANEEQ.

Cette dernière comporte une trentaine de points, reprenant l'essentiel des demandes de 1974 et 1978 qui n'ont pas été satisfaites, plus une foule de détails nouveaux. La plate-forme est le résultat d'une série de débats dans les assemblées générales.

La grève durera deux semaines et regroupera, à son sommet, environ vingt-cinq associations dont une seule universitaire (l'AGEUQAM). (Il faut noter que plusieurs départements de l'Université de Sherbrooke ont voté pour la grève. Mais pour que l'AFEUS - alors membre de l'ANEEQ - entre en grève, il fallait la majorité absolue de ses composantes.) Bourassa est contraint à déclarer à l'Assemblée Nationale l'engagement de son gouvernement à maintenir le gel des frais jusqu'à la fin du mandat. Le ministère invite l'ANEEQ à une série de rencontres (qui se tiendront en janvier 1987) avec des responsables de la Direction générale de l'aide financière aux étudiants (DGAFE) et du cabinet du ministre. Il n'y a pas de concession sur les frais afférents, mais le réseau UQ renonce à en percevoir (pour deux ans).

L'interruption de la mobilisation est présentée par la direction de l'ANEEQ comme une "trêve" en attendant

militantisme étudiant et de notre pratique militante. C'est d'ailleurs notre devoir en tant que militantes et militants étudiant et étudiantes d'empêcher de tels revirements. Il nous faut être les chiennes et les chiens de garde de la démocratie étudiante et s'assurer que les associations générales étudiantes demeurent libres, démocratiques, innovatrices et militantes. Lâcher la serviette est de faillir à notre tâche militante afin de rassembler et de faire comprendre la nécessité de se regrouper pour se défendre et pour se battre.

Le syndicalisme étudiant doit se développer et rallier la population étudiante sous sa bannière. Pour l'instant le MDE est le seul porte étendard de cette idéologie au niveau national. Donc à court et à moyen terme le destin du syndicalisme étudiant et du MDE sont intimement liés. Il ne faut pas encore laisser passer la chance de remettre sur pied une alternative étudiante nationale de gauche.

Pour un syndicalisme étudiant de combat!

Pour un MDE uni, fort et rassembleur!

le plus largement possible la population étudiante dans des véhicules de lutte et de défense des droits. Il faut continuer dans cette voix et ne pas oublier les rôles d'éducation et de conscientisation qui incombent aux organisations syndicales.

Il y a bien entendu place à l'innovation et à l'imagination. Les structures n'étant pas à certains moments des plus dynamiques. La conjoncture politique de la gauche militante, ainsi que le développement de nouvelles pratiques activistes doivent servir de réflexion et peuvent nécessiter certaines transformations dans les pratiques traditionnelles dont se sont doté les associations nationales dans l'histoire du syndicalisme étudiant au Québec. Bien que le MDE à sa création en '95 présentait un certain changement par rapport à l'A.N.E.E.Q. dans sa structure organisationnelle (membres individuel-le-s, comités de travail, adhésions par comités thématiques, membres de soutien), il est peut-être temps après 5 ans d'expériences de trouver des améliorations propices à s'insérer dans le nouveau contexte militant québécois (pas nécessairement juste au niveau des structures, mais aussi au niveau politique et au niveau des formes d'action).

Par contre, aussi imparfaites soient-elles, les associations étudiantes locales doivent rester au cœur de nos préoccupations car elles sont basées (dans la majorité des cas) sur l'assemblée générale, qui est la pratique démocratique la plus avancée que l'on connaisse. Il ne faut pas non plus perdre de vue le caractère de masse de l'assemblée générale et de l'association étudiante.

Bien que les associations étudiantes peuvent parfois sombrer dans des pratiques à la fois molles et bureaucratiques, elles doivent demeurer au cœur du

les résultats de la négociation sur les prêts et bourses. Certaines associations (Rosemont, Vieux-Montréal...) s'opposent à cette trêve parce qu'elles considèrent que la grève doit se poursuivre jusqu'à ce que le gouvernement accorde des améliorations immédiates aux prêts et bourses. On évalue qu'il sera très difficile de lancer une seconde grève générale dans un délais rapproché et qu'il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. Mais la recommandation du CC de l'ANEEQ est reprise par une large majorité à la dernière réunion nationale.

Conséquences

Cette victoire défensive sans équivoque, après une grève relativement brève et étroitement coordonnée, donne à l'ANEEQ une force qu'elle n'avait pas eue depuis la grève des prêts et bourses de 1978. Toutefois, il semble que ce ne soit que partie remise, puisque le gouvernement n'a rien promis sur l'aide financière et pourra revenir sur la question des frais de scolarité après une autre élection.

Il faut noter aussi que les jeunes libéraux, qui détiennent le tiers des voix dans les principales instances de leur parti, ont lutté pour le respect de leur programme et des engagements électoraux.

Donc, ce qui est perçu comme un triomphe de l'ANEEQ n'est pas une si grande réussite qu'il n'y paraît. Cette exagération de la force réelle du mouvement explique sans doute en bonne partie l'échec de la grève qui suivra.

En même temps, le succès de l'ANEEQ contre le gouvernement libéral sonne le glas pour le RAEU et la FAECQ qui disparaissent dans les mois suivants. L'ANEEQ se retrouve seule à la barre, ce qui lui donne plus de place, mais aussi plus de responsabilités. Il ne

sera plus possible d'invoquer le travail de sabotage des regroupements concurrents pour excuser un échec...

1988: L'offensive téméraire

Préparation

Février 1987, congrès de l'ANEEQ à LaPocatière. La délégation étudiante fait rapport de ses rencontres avec la DGAFE et le ministère sur les prêts et bourses.

Quelques semaines plus tard, occupation du bureau de compté de Ryan à Lachute par l'AGEUQAM pour demander une réponse du gouvernement aux revendications étudiantes sur les prêts et bourses.

Dans la même période, l'ANEEQ organise une occupation monstre, avec plus de 200 personnes sur deux étages d'un édifice gouvernemental, pour exiger du gouvernement qu'il rende public son projet de réforme de l'aide financière.

À l'automne suivant, l'ANEEQ organise une grève de trois jours pour exiger que le gouvernement rende public sa réforme des prêts et bourses. Des revendications prioritaires ont été dégagées préalablement en vue d'une lutte pour des améliorations immédiates au régime.

La réflexion stratégique du Conseil Central de l'ANEEQ est alors que le gouvernement garde en réserve sa réforme de l'aide financière comme lubrifiant pour faire avaler la pilule du dégel des frais de scolarité. Si on le force à réformer les prêts et bourses avant les élections, on peut dissocier les deux questions et le gouvernement se retrouvera en moins bonne posture.

En même temps que le congrès spécial de l'ANEEQ qui suivait la grève de trois jours et appelait à une grève illimitée, le Conseil général du PLQ retirait sa

organisation syndicale étudiante nationale en santé est une base d'appuie et de sympathie non-négligeable pour d'autres organisations.

Cependant, un aspect important et à ne pas rejeter des groupes affinitaires est le dynamisme et le radicalisme que de telles organisations peuvent susciter. C'est pour ça qu'il faut trouver un certain niveau d'entente et d'équilibre entre les organisations syndicales et ces dernières. C'est pourquoi une réflexion importante sur les structures du MDE devait être entreprise. Non pas pour les changer nécessairement de A à Z, mais plutôt de trouver un moyen d'intégrer les militantes et les militants individuel-le-s. L'idée des comités régionaux est sans doute un pas dans la bonne direction. Cependant, afin d'éviter certains conflits qui se sont produits à ce sujet, il faut élaborer et rendre cette structure plus claire. Elles devront par contre être entrevue dans une perspective de décentralisation de certaines instances, afin d'apporter des solutions claires à certaines critiques qui ont été émises au cours des derniers mois (et oui certaines étaient peut-être fondées) et par ce moyen d'impliquer le plus de militantes et de militants possible. Par contre, il faut néanmoins laisser une place importante aux associations étudiantes pour préserver la question du syndicalisme étudiant et ne pas transformer le MDE en un gros groupe d'affinité.

4.0 Construire le MDE

Il est important de retenir que ni le syndicalisme étudiant, ni le MDE ne sont des fins en soi, mais ils représentent les outils de lutte les plus avancés en ce qui concerne la défense du droit à l'éducation et le support aux luttes progressistes en milieu étudiant. En 40 ans d'histoire, l'organisation syndicale étudiante a prouvé son apport quotidien nécessaire pour rassembler

qui chient sur la bureaucratie étudiante et sur le syndicalisme étudiant, ne pourrait même pas fonctionner sans les syndicats étudiants qui leur offrent plusieurs ressources techniques et financières (ordinateurs, téléphones, photocopieurs, dons, etc.). Pour avoir recours à une telle aide, il faut que les associations étudiantes restent minimalement sous un contrôle de gauche. Il ne faut pas perdre de vue que le syndicat étudiant est ouvert 365 jours par année et peut répondre quotidiennement aux besoins et demandes de ses membres qui ne sont pas nécessairement toujours la lutte contre le capitalisme. Les groupes affinitaires ne peuvent remédier quotidiennement à ces problèmes.

Le caractère permanent, doublé de la courte vie d'un ou d'une militant-e- étudiant-e, permet aussi une base stable de préservation des connaissances et de formation militante.

Il est aussi important de ne pas perdre de vue la conjoncture actuelle du mouvement étudiant. Il existe présentement deux fédérations étudiantes de droite (F.E.C.Q et F.E.U.Q.) dotées d'immenses moyens financiers. Seule une gauche étudiante syndicale peut dresser un mur capable de minimiser et peut-être d'empêcher l'immense travail de sabotage et de reculs sociaux que pratiquent quotidiennement ces organisations, ainsi que de tenter de renverser la vapeur. Ou sinon, on peut toujours abandonner totalement le terrain et laisser les fédérations agir à leur guise.

Autre donnée importante, les syndicats étudiants ont pour tâche de rassembler les forces progressistes dans les différentes institutions, ainsi que de sensibiliser et d'éduquer. Ce phénomène constitue une base importantes de "recrutement" pour les autres organisations politiques de gauche. Donc une

promesse de maintenir le gel des frais en prévision de la prochaine campagne électorale. C'est ainsi que la première grève générale aux résultats douteux commence le jour ou le gouvernement nous annonce qu'il faudra en faire une autre deux ans plus tard. Il aurait peut-être fallu prendre acte de cette perspective et attendre les élections avant de se lancer dans une lutte offensive. Quand les deux protagonistes ont l'impression de pouvoir passer à l'offensive, c'est que l'un des deux a mal évalué le rapport de force réel. Manifestement, la direction de l'ANEEQ avait surestimé sa capacité à construire une grève illimitée à partir de la grève de trois jours. Le saut de l'une à l'autre ne sera fait que par les deux tiers des associations et pas pour très longtemps.

Cette courte grève illimitée cherchera à obtenir des améliorations immédiates au régime d'aide financière. Mais, à l'opposé des grèves similaires de 1974 et 1978, la grève s'essouffle avant que le gouvernement fasse des concessions publiques. Le plancher de 20 associations ne sera pas dépassé (ce sera un "plafond") et 14 assemblées générales auront voté contre la grève avant même que le plancher ne soit atteint. Ce qui est symptomatique de la division importante au sein de la population étudiante et de la fragilité du mouvement.

Conséquences

La direction de l'ANEEQ propose alors un "repli stratégique". Ce que presque tout le monde considère comme une débâcle générale sera présenté par la direction de l'ANEEQ comme un succès dont les résultats ne sont pas immédiatement visibles. Mon souvenir est que, avec l'annonce de la réforme des prêts et bourses, quelques mois plus tard, on constatait un mélange de petits gains et de petits reculs, mais rien de significatif. Pour la direction de l'ANEEQ, qui

anticipait des reculs importants, cela constituait un motif de réjouissances. Mais pour la grande majorité des grévistes, qui s'attendaient à beaucoup plus, il semble que la grève n'ait pas servi à grand chose. Ce divorce entre la direction et une bonne partie de sa base constitue le début d'une longue crise interne qui aboutira à la mort de l'ANEEQ en 1993.

Comme en 1968, la distance entre les espérances et les résultats génère un sentiment de déception et affaiblit les grandes organisations. Mais contrairement à ce qui s'est passé en 1968, la déception conduit à la résignation plutôt qu'à la révolte.

1990 : La résistance héroïque

Après le "repli stratégique" de 1988, l'ANEEQ a commencé à se diviser entre deux camps hostiles. Les facteurs de division étaient principalement le bilan de la récente grève et le positionnement de l'ANEEQ dans le débat linguistique. L'équipe dirigeante de l'ANEEQ continuait à présenter la lutte de 1988 comme une victoire et se prononçait carrément contre la loi 101. La majorité des associations membres adoptaient les orientations contraires. Mais l'incapacité de la tendance majoritaire à former une équipe pour l'exécutif a permis à la direction sortante de se maintenir. Ce qui plaçait l'ANEEQ dans une situation très difficile, la majorité des membres étant en désaccord avec la direction sur des questions cruciales.

1989 (septembre) - Les libéraux sont réélus à Québec. Aucun engagement n'est pris en ce qui concerne les frais de scolarité. Les jeunes libéraux ont cédé le "gros morceau" réclamé par Ryan (le dégel) en échange de vagues promesses d'améliorations aux prêts et bourses. Le mouvement étudiant s'attend à ce que le dégel soit annoncé d'une semaine à l'autre.

mobilisation étudiante massive de longue haleine (genre grève générale), d'ailleurs, et on l'a vu plus haut dans le texte, aucune grève générale ne s'est tenue en dehors du cadre syndical dans l'histoire du mouvement étudiant au Québec.

Il y a plusieurs raisons qui peuvent expliquer l'incapacité de tels groupes à réussir une quelconque mobilisation d'envergure. Voici maintenant les deux principales. Premièrement, il est nécessaire de pouvoir réunir les étudiantes et les étudiants dans une instance large où ils et elles peuvent décider et dans laquelle elles et ils ont confiance. Aussi imparfaite soit-elle, la seule qui existe est l'association générale étudiante menée par son assemblée générale. Un groupe affinitaire ne permet pas une telle réunion, car il est basé sur une organisation restreinte avec une orientation idéologique tranchée. L'assemblée permet de réunir la population étudiante d'une institution donnée peu importe l'opinion politique des différents membres qui la compose. Sans l'adhésion d'une partie importante de la communauté étudiante, il est stupide de croire qu'une quelconque action de masse, comme une grève générale, peut-être entreprise. Les gens ne suivront pas stupidement les mots d'ordre venant de groupes dans lesquelles ils n'ont pu s'exprimer.

Deuxièmement, il y a la question des moyens. Une association étudiante, de par sa cotisation, regroupe une base de moyens techniques et financiers qui sont essentiels à l'action étudiante. C'est bien beau croire à un financement autonome, mais même dans le cas des meilleurs campagnes de financement, on ne pourra même pas ramasser une partie infime des sommes que peuvent amasser les assos étudiantes. De plus, avec tous les outils dont les syndicats étudiants se sont dotés depuis des années, il serait fou, voire ridicule de s'en passer. D'ailleurs, combien d'organisations affinitaires,

Coalition Y, Salami)³¹. Il y a eu aussi une tentative de renaissance du syndicalisme étudiant en discutant de ces questions avec différents groupes affinitaires et comités de mobilisation lors du Forum de la Gauche Étudiante au printemps et à l'automne '97. Les résultats furent non concluants et laissèrent une gauche étudiante encore plus divisée. Depuis, la question n'est toujours pas réglée sur la forme organisationnelle que devrait prendre l'action militante en milieu étudiant.

Avant d'aller plus loin, il faut se poser la question des buts visés par l'action étudiante. Est-ce de rassembler un petit noyau d'individus très politisés et de pousser pour une ligne idéologique précise?

Si oui, alors peut-être qu'une organisation de type affinitaire peut réussir à faire le travail, mais encore là, de telles organisations ne s'inscrivent pas dans le temps et l'efficacité d'un tel travail est très liée à une conjoncture précise. Dans une période de mobilisation, il serait probablement possible de radicaliser la lutte et d'aller chercher plus d'appuis. Dans une période plutôt calme, la "masse" serait probablement moins attentive et de tels groupes recevraient un écho moins favorable. Du côté des actions, il pourrait être possible d'organiser une importante manifestation (mais sûrement pas sans un grand support des associations étudiantes, comme par exemple le 25 janvier '95), mais de telles organisations ne pourraient pas organiser une

31 Pour l'auteur un comité de mobilisation n'est pas nécessairement un groupe affinitaire. Quant-il est un outil du syndicat étudiant local (genre d'instance, lieu de réunion et d'élaboration d'actions syndicales, "bras armé" de l'A.G., etc.) ou quand il vise rassembler les éléments pro-syndical d'une institution afin de prendre le contrôle de l'asso et de faire passer une ligne syndical. Par contre, lorsqu'il devient le "club sélect" de quelques militantes et militants afin de travailler de façon indépendantes des structures syndicales (quant elles sont présentes) ou de ne pas pousser pour une ligne syndical quant l'asso ne s'inscrit pas dans cette logique (plutôt agir comme un espèce de groupe politique), il s'inscrit alors dans une perspective affinitaire.

En octobre, une manifestation organisée par les quatre principales associations universitaires de la région de Montréal rassemble 3000 personnes.

Début novembre, une réunion extraordinaire convoquée par l'ANEEQ consacre la division introduite au congrès annuel précédent et n'arrive pas à dégager un plan d'action effectif. Certaines personnes appellent à une grève préventive avant que le gouvernement n'annonce sa décision. La grande majorité, encore secouée par la défaite de 1988 ou simplement consciente de l'état d'esprit de la base, décide d'attendre que l'annonce du dégel provoque un réveil de la masse étudiante.

À la mi-décembre, en pleine période d'examen, le conseil des ministres décide de faire passer les frais de scolarité de 500\$ (+100 de frais afférents) à 1200\$ par année en deux ans et donne aux administrations universitaires une marge de manoeuvre supplémentaire de 10%. Pour une facture totale possible d'environ 1500\$ avec les frais d'inscription.

1990 (Hiver) - Le 10 février, 60 associations étudiantes sont réunies à l'Université de Montréal pour débattre de la hausse des frais de scolarité. Il est voté à l'unanimité de s'opposer au dégel, suite à un compromis entre l'ANEEQ et la nouvelle FEEQ (qui changera son nom pour FEUQ). L'entente stipule que l'ANEEQ accepte de mettre momentanément de côté "la perspective de la gratuité scolaire" tandis que la FEEQ renonce à promouvoir son projet d'Impôt post-universitaire (IPU).

Sur le plan d'action, il est décidé à la majorité (environ 35) de déclencher une grève générale illimitée aussitôt que la majorité des institutions collégiales et universitaires auront un mandat (6 universités "affectées" et 23 cégeps). Le plan d'action du CC de l'ANEEQ, qui prévoyait déclencher la grève rapidement

avec moins d'associations, n'est repris intégralement par aucune association locale présente.

Le 24 février, à Québec, seules 8 associations ont obtenu des mandats. Un comité de coordination est élu et on se donne un autre deux semaines pour tenir d'autres assemblées générales.

Le 10 mars, une douzaine d'associations ont des mandats. Il est alors décidé d'abandonner le plancher prévu. La FAECUM, prétextant la non-réalisation de l'objectif de 6 universités et 23 cégeps, proposera à ses membres une grève de trois jours.

Fidèles à leur tradition, les étudiantes et étudiants de Rimouski (cégep et université) déclenchent la grève illimitée une semaine avant tout le monde. C'est la seule occasion, à part la semaine de grève de l'UQAM en 1978, où une université sera complètement fermée durant plus que trois jours par une grève étudiante. Cette fois, l'UQAR sera en grève durant un mois...

La mobilisation est radicale mais demeure éclatée, mal coordonnée et très inégale selon les régions. Seules Montréal et Rimouski ont connu une mobilisation importante (Rimouski et l'AGEUQAM sont en grève pendant 4 semaines complètes, les cégeps de St-Laurent et du Vieux-Montréal pendant 3 semaines, Rosemont et Maisonneuve 2 semaines...).

Conséquences

Le gouvernement ne fera aucune concession, mais prétendra que les légères améliorations apportées aux prêts et bourses "compensent" pour le dégel. (Entre autres, les modifications incluent la réduction de la contribution des parents et la "compensation" de la hausse des frais par une augmentation... du prêt!)

sur pied des services de photocopies, des cafés étudiants, des radios étudiantes, différents clubs et organismes, des services de griefs, etc. En d'autres mots, l'argent alloué pour les services ne servent pas strictement à faire des party, mais à offrir des services concrets et utiles à la population étudiante. De plus, ces services font prendre conscience à des membres de l'importance de leur association étudiante et de façon indirecte ils servent comme outils de mobilisation.

3.0 Syndicalisme étudiant et groupes affinitaires

Présentement en Amérique du Nord (il semble que le phénomène soit encore plus présent chez les anglophones), les différent-e-s militant-e-s de gauche semblent de plus en plus privilégier une forme d'organisation basée sur des liens d'affinités (contre la vivisection, groupes écologistes, action non-violente, groupes anarchistes, copwatch, anti-fascisme, groupes féministes, etc.), des genres de collectifs, qui par la suite peuvent ou non travailler en coalitions plus ou moins larges et qui parfois se regroupent autour d'un journal.

Ils peuvent être composés de 5 à 20 personnes, mais jamais plus que quelques dizaines. Bien souvent ils forment des genres de networks ou chaque branche est totalement autonome. Ces groupes produisent généralement leur matériel de propagande autonome et peuvent provenir de l'ensemble du spectre idéologique de gauche. Ils peuvent agir sur un type d'action ou de sujet précis, ou mener une lutte plus large (les plus politisés et cohérents idéologiquement vont généralement posséder un discours global).

Depuis sa fondation, le MDE a du à plusieurs reprises travailler en collaboration avec ce genre d'organisations. Mais aussi, il a du être confronté idéologiquement à de tels groupes (CANEVAS,

C'est en mettant en commun les ressources qu'un tel travail peut se faire. C'est pourquoi les organisations locales conséquentes se regroupent au niveau national afin de mettre en commun des ressources, coordonner les luttes et de pousser un discours théorique et idéologique commun.

Le syndicat fait de la politique au sens où il vise à mener une lutte progressiste pour l'amélioration des conditions de vie de la population et de défendre les intérêts de ses membres. Son but n'est pas la prise du pouvoir, ni de mettre de l'avant une politique partisane. C'est pourquoi, au Québec les syndicats étudiants ont toujours défendu la notion de l'autonomie du mouvement étudiant. Une autonomie qui se préserve face aux syndicats ouvriers, groupes populaires, groupes communautaires et partis politiques²⁹. Une autonomie qui vise aussi une indépendance face aux structures de concertation et de collaboration de l'État. Le mouvement étudiant a définitivement perdu son autonomie au tournant des années '90 avec l'apparition des Fédérations. Ces dernières ont rompu avec la tradition en devenant plus ou moins des organes du Parti Libéral ou du Parti Québécois (tout dépendant de quel parti est au pouvoir) et en s'insérant dans l'ensemble des instances de collaboration et de concertation (quel plus bel exemple que les deux derniers sommets).

Une autre particularité dont se sont doté les syndicats étudiants, sont les services. Plusieurs associations étudiantes (qui ne sont pas des syndicats) se contentent exclusivement de cet aspect. Pour les organisations syndicales, le fait de se doter de services provient de raisons politiques. C'est-à-dire, de simplifier la vie quotidienne de ses membres. Par exemple, ils ont mis

²⁹ Ce qui ne veut pas dire travailler en collaboration, mais juste d'éviter que les organisations étudiantes ne soient inféodées aux intérêts des autres organisations.

Pendant la mobilisation, quelques associations de cégeps opposées à la grève fondent la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la FEEQ change alors son nom pour Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et les deux organisations se regroupent dans le Mouvement des étudiantes et des étudiants du Québec (MEEQ).

À l'ANEEQ, la défaite accentue les divisions, chacun cherchant à accuser les autres d'en être responsables. Le congrès de juin tourne à l'affrontement et la tendance hostile à la direction sortante provoque la fin prématurée du congrès en quittant le plancher.

Le déclin de l'association nationale apparaît clairement dans la participation aux réunions. Jusqu'en 1989, il y avait toujours quelques associations non-membres aux congrès de l'ANEEQ (entre 20 et 30 assos au total). Après le dégel, on aura de la difficulté à atteindre le quorum de 50% +1 (11 ou 12 associations).

En parallèle, la droite étudiante se construit sur la défaite en acceptant le dégel et en proposant l'impôt post-universitaire et l'indexation des frais comme "alternatives" à de nouvelles hausses importantes.

Le mouvement étudiant ne s'est pas encore complètement remis de la défaite historique de 1990 et de la disparition de l'ANEEQ, qui avait incarné le mouvement étudiant pendant 17 ans. C'est seulement avec la lutte contre la réforme Axworthy, en 1994-1995, que l'on peut observer un retour à la mobilisation et une réorganisation de la gauche à travers la Coalition X (pour la manif du 25 janvier), la CASÉÉ (un comité de mobilisation) et le journal l'Étincelle. De la convergence de ces trois initiatives naîtra le Mouvement pour le Droit à l'Éducation, le 13 mai 1995.

Commentaires généraux

La notion de défaite ou de victoire est très subjective. Si les gains et les reculs peuvent s'identifier objectivement et se discuter, les victoires et les défaites sont des sentiments avec lesquels on ne peut que composer. On remarque que le sentiment de la défaite est le résultat d'un fossé entre les attentes et les résultats. En octobre 1968, alors que le mouvement étudiant terrorisait le gouvernement et les administrations et forçait la poursuite et l'accélération des réformes, les grévistes étaient déçus de ne pas avoir obtenu d'engagements fermes durant la grève et de ne pas avoir transformé radicalement et immédiatement la nature de leurs relations avec les administrateurs et les profs. À l'opposé, en 1986, un résultat en dessous du statu quo (le simple maintien du gel des frais, avec l'ajout des 100\$ de frais afférents et une promesse de "discuter" des prêts et bourses) était perçu, dans un contexte de morosité sociale générale, comme une victoire gigantesque.

Dans le cas de la grève de 1988, ce qui était vécu comme une défaite cuisante par la base - qui espérait sincèrement obtenir le statut d'autonomie dès le départ du domicile familial, notamment - était présenté comme une victoire par la direction, qui se contentait des maigres concessions du gouvernement, annoncées plusieurs semaines après la fin de la grève.

Chaque grève générale marque un tournant dans l'histoire des organisations étudiantes nationales. Celle de 1968 a provoqué la dissolution de l'UGEQ, celle de 1974 conduit directement à la fondation de l'ANEEQ, celle de 1978 marque la division du mouvement entre "concertationnistes" et syndicalistes et prépare la fondation du RAEU et de la FAECQ. Ensuite, la grève de 1986, une victoire organisée du début à la fin par

F.E.C.Q. et la F.E.U.Q., le syndicalisme étudiant ne peut donc pas être corporatiste. Il ne peut l'être, car l'idéologie de ce dernier est basé sur la reconnaissance de l'étudiante et de l'étudiant comme étant une force de changement social provenant de son statut d'intellectuel-le. En tant que jeune travailleur-euse, il et elle se doit d'allier son combat à la classe ouvrière et à l'ensemble des luttes progressistes (luttes féministes, anti-racistes, autochtones, pour la laïcité, etc.).

Donc la tâche des syndicats étudiants "est la défense de leurs intérêts (lire ici intérêts étudiants) matériels et moraux quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses"²⁷. Pour ce faire il doit donc unir et regrouper le plus grand nombre.

« L'union des étudiants entre eux et le refus de la concurrence est le premier pas qui mène à la conscience commune. Sans celle-ci il n'y a pas de lutte possible. C'est le premier travail du militant, c'est la raison pour laquelle nous avons choisi comme mot d'ordre élémentaire du syndicat la phrase "Une attaque contre un seul est une attaque contre tous" »²⁸.

Il se doit donc d'unir sur une base commune (relevant de la communauté d'intérêts) que sont les revendications. Il ne faut pas oublier, bien que certains et certaines ne le comprennent pas, que ces revendications (les revendications ponctuelles) se doivent de toucher autant que possible le plus grand nombre dans un premier temps. C'est la première étape de l'union. Ensuite il faut exposer et faire comprendre les grands principes desquels découlent ces dernières. L'organisation syndicale se doit donc d'informer et d'éduquer.

²⁷ Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque, *Op. Cit.*.

²⁸ *Ibid.*.

ouvrière s'inscrit plus longuement dans le temps (une travailleuse ou un travailleur passe de nombreuses années sur le marché du travail) contrairement à l'action étudiante (une période de 2, 3, 4, ou 5 ans au plus).

Il faut aussi voir que contrairement à la majorité de la classe ouvrière, l'ennemi public numéro 1 des organisations étudiantes n'est pas directement le patronat, mais l'État (bien que l'État dans notre système social n'est que le miroir de la bourgeoisie). Les actions étudiantes n'ont pas non plus la capacité directe de bloquer la production, ce qui rend la tâche plus difficile afin de créer un rapport de force face à l'État.

Même si le syndicalisme étudiant n'est pas une organisation de classe, l'ensemble de la population étudiante possède une communauté d'intérêts (qualité de l'enseignement, bibliothèque, services pédagogiques, etc.) indépendamment de l'origine sociale. De plus, les étudiantes et les étudiants ont de plus en plus tendance à se prolétarianiser durant leur période d'étude (emplois salariés à temps partiel, de moins en moins de bourses et de plus en plus de prêt, 50% de la population étudiante universitaire dépendante de l'aide financière, 25% des étudiantes et des étudiants collégiaux dans la pauvreté et 10% dans la misère, etc.). L'ensemble de ces facteurs font naître le besoin et même la nécessité de se regrouper dans des organisations vouées à la défense et au combat pour et par les jeunes travailleur-euse-s intellectuel-le-s.

L'éducation n'étant pas une sphère isolée de la société et étant modelée par les modes de production et les intérêts de classe de la société capitaliste, contrairement au discours que veulent nous laisser croire les organisations réactionnaires comme la

l'ANEEQ, précipite la disparition du RAEU et de la FAECQ. Puis, celle de 1988, une défaite cette fois, déclenche une crise au sein de l'ANEEQ et ouvre la porte à la FEUQ. Cette crise contribuera en retour à la défaite de 1990 qui provoque la fondation de la FECQ (par les assos hostiles à la mobilisation) et la mort lente de l'ANEEQ.

Les grèves qui n'ont pas permis d'obtenir des résultats significatifs sont celles qui ont plafonné rapidement (à 20 en 1988 et à 15 environ en 1990) et se sont retrouvées isolées tandis que la majorité des associations étaient hostiles à toute mobilisation. Le gouvernement pouvait alors compter sur l'essoufflement du mouvement et attendre que le mauvais moment soit passé.

En 1986, après deux semaines, le plancher de 20 associations était largement dépassé et les départs étaient compensés par de nouvelles arrivées dans le groupe des associations en grève. Sans des concessions de la part du gouvernement, cette grève aurait pu durer une ou deux semaines de plus et entraîner de nouvelles associations, notamment dans les universités. La dissuasion était là.

Pour les trois premières grèves, les deux tiers des cégeps et de nombreux départements universitaires étaient mobilisés sur une période totale d'environ un mois. C'était suffisant pour que des gouvernements de trois partis différents cèdent à la pression étudiante.

La prochaine grève générale pourrait avoir différents effets, selon ses résultats et les modalités de son organisation. À vous de deviner ce qui nous attend...si vous croyez que c'est possible!

Pourquoi le syndicalisme étudiant

Par Benoit Marsan, étudiant à l'UQAM, 2000

Ce texte s'adresse à toutes les militantes et tous militants étudiant-e-s honnêtes qui veulent contribuer, peu importe les divergences idéologiques au niveau organisationnel, à un débat sain et non partisan sur l'avenir du mouvement étudiant québécois. Espérons que ce texte aidera à la réflexion et contribuera à une unité réelle de la gauche étudiante. Car l'enjeu absolu n'est pas le MDE ou une lutte de pouvoir interne, comme certains et certaines veulent le croire et le faire croire, mais plutôt le syndicalisme étudiant contre une vision plus affinitaire de l'organisation étudiante, ou plutôt l'organisation de masse contre les groupes politiques restreints.

1.0 Petit historique

Pour être en mesure de comprendre et de saisir la pertinence du syndicalisme étudiant, il est d'abord nécessaire de voir dans quel contexte large ce dernier est né et quelles sont les conditions historiques qui ont mené à son développement. Il faut aussi noter que l'auteur de ces lignes n'a pas la prétention d'avoir rédigé un historique des plus rigoureux, les sources limitées, résultat du manque de temps et de la difficulté d'accès à ces dernières (particulièrement pour les sources primaires), ne permettent donc d'apporter qu'une contribution fragmentaire aux 40 ans d'histoire du syndicalisme étudiant québécois. L'auteur, à l'exception des 5 ans d'histoire du MDE, n'a pu être le témoin privilégié de l'ensemble du développement historique du mouvement étudiant. Cependant, espérons que ce travail modeste puisse néanmoins contribuer à la réflexion et au débat sur l'avenir du syndicalisme étudiant.

d'une coordination nationale des syndicats locaux et pousse à la création de l'A.N.E.E.Q. Ça ne veut pas dire que dans l'absolu c'est totalement impossible, mais il est important de se rappeler les deux tentatives de grèves générales de cette année, qui n'ont pas levé et qui ont été poussées par une ligne politique qui faisait totalement fi des organisations syndicales (c'est entre autres une des raisons, mais il faut mentionner qu'elle n'est pas la seule et que comme à chaque fois la conjoncture y était pour beaucoup).

2.0 Bases théoriques et organisationnelles

Comme il fut mentionné plus haut, le syndicalisme étudiant ne voit pas le jour avant les années '60 au Québec. C'est d'ailleurs à la même époque que le syndicalisme ouvrier connaît une forte croissance au Québec, notamment avec la syndicalisation des employé-e-s du secteur public.

Il faut voir qu'à l'origine le syndicalisme étudiant s'inspire fortement de son pendant ouvrier. Par exemple, dans ses structures (assemblées générales, conseils exécutifs, conseils centraux, congrès, etc.)²⁶, dans ses actions (occupations, manifestations, grèves, boycotts, déménagements, etc.), ou encore dans ses méthodes d'information (tracts, journaux, assemblées publiques, etc.), les moyens employés tant par les organisations ouvrières qu'étudiantes se confondent.

Cependant, il faut faire quelques différenciations entre les deux formes de syndicalisme. Par exemple, une unité syndicale ouvrière locale possède une homogénéité de classe, contrairement à son pendant étudiant qui est très hétérogène. De plus, l'action

²⁶ Les conseils régionaux de l'A.N.E.E.Q. qui sont inspirés par les Conseils centraux de la C.S.N., même qu'à sa fondation l'A.E.C.S.L. songe à joindre les rangs de cette dernière.

au sein de l'ANEEQ et ouvre la porte à la FEUQ. Cette crise contribuera en retour à la défaite de 1990 qui provoque la fondation de la FECQ et la mort lente de l'ANEEQ. »²⁵

Cependant, la grève étudiante de '96 ne semble pas apporter d'aussi grandes transformations au sein du mouvement étudiant. Il y eut une expansion du MDE de courte durée et un déclin relatif de la F.E.C.Q. mais plutôt temporaire.

Dans la foulée de cette mobilisation, il y eut tout de même explosion de groupes politiques et/ou affinitaires en milieu étudiant. Les militantes et les militants ont déserté les associations étudiantes suite à la grève, ce qui a donné des événements tels le Plan G, le Forum de la gauche étudiante et Opération Salami. Dans un passé plus rapproché, il y eut apparition de plusieurs groupes anarchistes et d'un groupe anarchiste féministe, ainsi que quelques comités de mobilisation qui se réclament de l'anarchisme. On a donc assisté à une explosion des groupes et des formes d'action. Il faut aussi noter qu'une partie importante des militantes et des militants qui composent ces groupes proviennent du milieu étudiant.

Certains groupes et événements s'inscrivaient d'ailleurs dans une ligne anti-syndicale (ou du moins de remise en question), mais à différents degrés et dans certains cas jusqu'à une dynamique claire de confrontation idéologique (les principales critiques posées sont celles de la "bureaucratie" et du "réformisme").

Autre chose, aucune grève générale étudiante n'a vu le jour à l'extérieur des paramètres du syndicalisme étudiant. Seule la grève de '74 ne fut pas orchestrée par une association nationale, mais elle découle néanmoins

²⁵ Benoit Renaud, Op. Cit., p. 6.

Il faut voir qu'au Québec, le terme " syndicalisme étudiant " n'apparaît pas dans le jargon des associations étudiantes avant les années '60¹. C'est vers cette époque que les associations étudiantes (essentiellement l'AGEUM, Université de Montréal) décident de rompre avec les formes traditionnelles que prenaient les associations étudiantes par le passé.

Il faut comprendre qu'auparavant les associations étudiantes étaient des organisations corporatistes qui s'occupaient essentiellement d'activités parascolaires et sportives. Le strict statut d'étudiant prédominait et le monde étudiant était perçu comme une entité hors du reste de la société (il est évident que cette vision simple du phénomène étudiant est hélas encore présente dans une majorité d'associations étudiantes québécoises).

1.1 Le syndicalisme étudiant français

On peut retracer l'origine du syndicalisme étudiant à 1946². À cette époque, l'Union Nationale des Étudiants Français, dans le contexte de la Libération, adopte la Charte de Grenoble qui pose clairement les bases du syndicalisme étudiant. La Charte met en perspective le statut d'étudiant en le définissant comme " un jeune travailleur intellectuel " qui est tributaire de droits inaliénables et du même coup de devoirs face à l'ensemble de la société.

L'article 4 stipule qu'" en tant que travailleur, l'étudiant

¹ Pierre Bélanger, *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes*, Montréal, ANEQ, 1984, p. 8.

² Il s'agit du cas français, dont s'inspire bien entendu les militantes et militants au Québec. Pour ce qui est du développement du phénomène syndical étudiant ailleurs dans le monde, aucune information n'a pu être trouvée. Ce qui laisse croire que l'appellation ainsi que le développement théorique proviendraient à la base du mouvement étudiant français.

a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garanties par le libre exercice des droits syndicaux " Les étudiantes et les étudiants deviennent donc une force de changement social au même titre que les ouvriers et les ouvrières. Elles et ils ne se contentent pas seulement de jouir de droits, mais aussi d'assurer certaines responsabilités face à la société. Ces devoirs s'articulent principalement autour de la défense de la vérité en propageant la culture et l'histoire et " de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, constitue la mission la plus sacrée. "

À la base, le syndicalisme étudiant français prend son essor et se consolide autour de la décolonisation et de la Guerre froide. Une lutte est engagée contre les tenant-e-s de l'apolitisme.

Au Congrès d'Arcachon en 1950, l'UNEF appuie le désir d'émancipation des colonies françaises en appuyant les luttes de libération nationale soutenues et encouragées par les mouvements étudiants " français " d'outre-mer dans le cadre idéologique fixé par la Charte de Grenoble³. Cette prise de position marque le tournant décisif vers la politisation et les luttes politiques du mouvement étudiant français et cimente la volonté de l'organisation de type syndicale au sein de ce même mouvement étudiant⁴.

1.2 Émergence du syndicalisme étudiant québécois

Comme il fut mentionné plus haut, ce n'est pas avant les années '60 que la notion de syndicalisme étudiant voit le jour dans le paysage politique québécois. À cette

³ Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque, Bases fondamentales du syndicalisme étudiant, www.seul.asso.fr/publication/publications_acceuil.html.

⁴ *Ibid.*

Par la suite, les attaques qui seront orchestrées contre le syndicalisme proviendra de la droite qui s'organisera sur le principe des associations étudiantes, mais dans des organisations corporatistes, par exemple, le R.A.E.U. et la F.A.E.C.Q. dans les années '80. Au tournant des années '90, le syndicalisme étudiant connaîtra ses pires moments depuis '69 avec la création des fédérations étudiantes (F.E.C.Q. et F.E.U.Q.). Ces dernières reprendront le flambeau du R.A.E.U. et de la F.A.E.C.Q., mais contrairement à leurs ancêtres, les fédérations profiteront de la mort de l'A.N.E.E.Q. pour s'implanter, jusqu'à nos jours, comme étant les principales organisations étudiantes québécoises.

Le MDE représente donc la seule organisation étudiante ayant repris le flambeau du syndicalisme étudiant et ce depuis '95. Par contre, l'histoire récente a vu renaître le débat qui a animé la période '69-'74 au sein de la gauche étudiante sur le type d'organisation qui devrait organiser la lutte étudiante. Le syndicalisme étudiant est donc encore une fois confronté à l'interminable débat entre syndicalisme vs groupes politiques.

1.5 Syndicalisme étudiant et grèves générales

Le Québec compte 7 grèves générales étudiantes au cours de son histoire. Il y a un parallèle intéressant à effectuer entre ces grandes mobilisations et les organisations de type syndical. Comme le fait remarquer Benoit Renaud :

« Chaque grève générale marque un tournant dans l'histoire des organisations étudiantes nationales. Celle de 1968 a provoqué la dissolution de l'UGEQ, celle de 1974 contribue fortement à la fondation de l'ANNEQ, celle de 1978 marque la division du mouvement entre " concertationnistes " et syndicalistes et prépare la fondation du RAEU et de la FAECQ. Ensuite, la grève de 1986, une victoire organisée du début à la fin par l'ANEEQ, précipite la disparition du RAEU et de la FAECQ. Puis, celle de 1988, une défaite cette fois, déclenche une crise

l'action militante sur des bases syndicales claires²¹.

À la même époque dans les universités, une tendance politique, moins fermée que les CAP mais toujours organisée sur des bases affinitaires, voit le jour. Issue de la grève de 5 semaines à l'UQAM et à l'UdeM en 1973, l'Organisation Politique de Masse (O.P.M.) vise à regrouper le plus large éventail politique d'étudiants sur une plate-forme minimale progressiste. Ses deux principaux axes sont la lutte contre le capitalisme et l'appui à la classe ouvrière. Cette mouvance ne durera pas plus qu'une année, car elle fut très vite confrontée aux militantes et aux militants pro-syndical-e-s qui réussirent à la même époque à mettre sur pied à l'UQAM une association générale de type syndicale. C'est la victoire du syndicalisme étudiant en 1973-1974 (reconstruction des associations générales, pour la plupart mortes depuis '69) qui entraîna une nouvelle vague de contestation étudiante au Québec (la lutte contre les Tests d'Aptitudes aux Études Universitaires et la grève générale étudiante sur les prêts et bourses), en 1974, et posa les futures bases de l'A.N.E.Q.²³.

Bien que véhiculant un discours plus radical, les différents groupes politiques n'ont pas su regrouper et radicaliser la masse étudiante. Ils n'ont pu construire et consolider une ligne idéologique cohérente pour la population étudiante, ce qui les a empêchés de s'inscrire de façon permanente dans le paysage politique du mouvement étudiant québécois. La période de '69 à '74 clôt pour environ 20 ans le débat entre groupes affinitaires vs syndicalisme étudiant²⁴.

21 *Ibid.*, p. 67.

22 *Ibid.*, p. 68.

23 *Ibid.*, p. 69.

24 La période couvrant l'histoire de l'A.N.E.E.Q. ne sera pas abordée, cette dernière n'étant pas pertinente dans le cadre du présent travail.

époque (1961), inspiré-e-s par la Charte de Grenoble⁵, les étudiantes et les étudiants de l'Université de Montréal rédigent leur propre charte des droits et des devoirs étudiants, la notion de syndicalisme en milieu étudiant marque une rupture avec l'organisation traditionnelle en associations de partys et de services⁶.

Cette nouvelle imprégnation idéologique conduit à une prise de conscience de la part des militantes et militants du mouvement étudiant afin de construire des véhicules de lutte⁷ étant à la fois capables d'offrir certains services à la population étudiante (grieffs, photocopies, centre de documentations, locaux, etc.), services découlant directement d'une prise de conscience politique, et d'organiser la défense de droits.

La réorientation du mouvement étudiant vers une lutte combative va de pair avec la notion du syndicalisme étudiant. Parallèlement, la prise de conscience du rôle social de l'étudiante et de l'étudiant en tant que travailleur et travailleuse intellectuel-le, ne se limite pas à des revendications purement étudiantes, mais les poussent à mener des luttes conjointes avec le mouvement ouvrier et de faire siens les combats quotidiens de la classe ouvrière⁸.

Les années '60 sont marquées par la naissance du

5 Pierre Bélanger, *Op. Cit.*, p. 7.

6 *Ibid.*

7 On entend ici une organisation de masse ayant pris conscience de sa volonté et de son rôle de changement social.

8 Pierre Bélanger, *Op. Cit.*, p. 8.

Ce phénomène s'exprime par des manifestations conjointes avec les employé-e-s en grève du Canadien National contre les propos racistes de son Président M. Donald Gordon (décembre '62), Ou encore, en avril '62, les étudiantes et les étudiants de l'U. de M. font une grève en appui aux employé-e-s du Centre social de l'université qui tentent de se syndiquer.

syndicalisme étudiant qui puise sa force et son énergie à la foi dans la lutte pour une démocratisation du système d'éducation québécois et dans l'ébullition des luttes ouvrières, féministes et nationalistes qui caractérisent l'intensification des luttes de classes et la prise de conscience sociale par une partie non négligeable de la société québécoise.

Conscient-e-s de la nécessité d'organiser la lutte et de prendre les moyens financiers et organisationnels nécessaires pour maintenir un rapport de force permanent face à l'État, les tenant-e-s du syndicalisme étudiant (plus de 200 délégué-e-s) se réunissent en novembre 1964 à l'Université de Montréal et fondent la première organisation syndicale étudiante québécoise, l'Union Générale des Étudiants du Québec (U.G.E.Q.).

1.3 La grève de '68 et la mort temporaire du syndicalisme étudiant

Le but de la présente section n'est pas de faire l'historique détaillé de la grève de '68, mais plutôt de voir et de comprendre le mouvement de sabotage des associations générales étudiantes. À l'automne '68, le mouvement étudiant québécois est entraîné dans une immense vague de contestation. Suite aux fortes attentes des militantes et des militants, la première grève générale étudiante est perçue à l'époque comme un échec. Pourtant, c'est suite à cette grève que l'on assistera à la création de l'UQAM, à une réforme des prêts et bourses et au gel des frais de scolarité⁹.

S'il y a eu échec pour le mouvement étudiant, c'est que dans un élan d'idéalisme et d'aventurisme, les militantes et les militants provoquèrent la dissolution des A.G.E. et faisaient faire marche arrière au mouvement étudiant qui prendra presque 6 ans à s'en

9 Benoit Renaud, « 6 grèves générales, 1996 », p. 3.

Toutes tendances confondues, ils veulent essentiellement rassembler les éléments les plus avancés, afin de former une sorte " d'avant-garde éclairée " ¹⁹. Les différents CAPS sont aussi fortement influencés par des groupes extérieurs (anarchistes, ml, trotskystes, etc.). Le bilan que Pierre Bélanger trace du mouvement des CAPS est le suivant :

« On constatera rapidement que ces petits groupes d'étudiants-es politisés-es n'avaient, somme toute, eu que peu d'influence auprès de la masse étudiante et que maintenant la mobilisation étudiante ne se faisait qu'à une échelle bien réduite, soit presque toujours limitée au niveau local. » ²⁰

En '72, une tentative de retour au syndicalisme étudiant voit le jour sous le nom de Front des étudiants du Québec (F.E.Q.) et qui tentent de faire un contrepoids idéologique aux CAP. Cependant, après seulement quelques rencontres le projet avorte suite à d'importants débats idéologiques entre la faction des groupes politiques (CAPS) et la faction syndicale (journaux étudiants et associations étudiantes). D'un autre côté, certaines associations étudiantes, dont celle de Maisonneuve, quitte le F.E.Q. pour la simple et bonne raison qu'elles trouvent prématuré de créer une organisation nationale, alors que le travail de reconstruction des syndicats locaux n'est pas encore résolu depuis la liquidation de ces dernières à la fin des années '60. Le problème du F.E.Q. est donc qu'il ne pouvait pas exister sans la présence d'associations syndicales locales pouvant organiser et canaliser

¹⁹ *Ibid.*, p. 64.

²⁰ *Ibid.*, p. 66.

Aussi voir pour une analyse plus poussée du mouvement des CAPS, Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec de 1960 à 1974, Tome II, 1974. Thèse de maîtrise déposée au département de sciences politiques de l'UQAM. Malheureusement, après recherche, il m'a été impossible de le trouver.

démocratie (on s'en gargarise parfois!), on avait tué tout ce qui avait permis dans le passé de la faire vivre cette sacro-sainte démocratie "15.

1.4 L'absence des syndicats étudiants et l'émergence des groupes politiques

Dès la disparition des principales organisations syndicales étudiantes, les militantes et les militants étudiantes et étudiants doivent désormais se chercher de nouvelles organisations au sein desquelles militer. L'agitation sociale et politique qui découle entre autre de la crise économique de 1972-1973 et de la crise d'octobre, doublée de la radicalisation des grandes centrales syndicales¹⁶ crée une conjoncture favorable à la mise sur pied d'une multitude d'organisations.

Les organisations politiques les plus marquantes en milieu étudiant furent sans aucun doute les Comités d'Action Politique (CAP). Initié à la base par le Front d'action Politique (F.R.A.P.), le mouvement des CAP est un mouvement politique, affinitaire, et plutôt hétérogène (bien que la composition de chaque comité est essentiellement homogène)¹⁷.

Il existe principalement quatre tendances chez les différents CAP¹⁸. Ces groupes sont essentiellement anti-capitalistes et travaillent, dépendant de la tendance, à la fois dans les institutions scolaires et à l'extérieur. Le niveau d'action externe et interne dépend aussi de l'orientation politique du CAP en question.

15 Pierre Bélanger, *Op. Cit.*, p. 53.

16 Manifestes syndicaux critiquant le capitalisme: Ne comptons que sur nos propres moyens (CSN, octobre 1971), L'État, rouage de notre exploitation (FTQ, décembre 1971), L'école au service de la classe dominante (CEQ, juin 1972).

17 Pierre Bélanger, *Op. Cit.*, p. 64.

18 *Ibid.*, p. 64 et 65.

remettre.

Au-delà des problèmes financiers et du sentiment collectif de découragement, la dissolution des A.G.E. cache en vérité une crise idéologique profonde au sein du mouvement étudiant. Les tenantes et les tenants du syndicalisme étudiant étaient désormais isolé-e-s. Ces dissolutions d'A.G.E. ont provoqué la mort de l'U.G.E.Q., car cette dernière était basée sur le membership des assos locales. Ceux et celles qui voyaient l'avenir de la lutte étudiante par des groupes " politiques " assumaient dorénavant le momentum et devenaient les fossoyeuses et les fossoyeurs du syndicalisme étudiant.

Les principaux arguments amenés par cette tendance tiennent essentiellement en deux points. Tout d'abord, la forme syndicale représentait la constitution d'organes " bureaucratiques ", enclins à étouffer la spontanéité militante et donc à empêcher la construction d'une réelle base contestataire¹⁰.

« Donc, c'est dans une optique " révolutionnaire " que les militants-es étudiants-es décident arbitrairement de liquider l'association étudiante en espérant ainsi créer des affrontements nouveaux qui auraient, disent les militants-es, pour effet de radicaliser les étudiants-es. »¹¹

Même si l'histoire leur donne raison sur la question de la radicalisation, cette tendance, on le verra plus tard, ne sera pas à même de créer un discours théorique et des structures propres à mobiliser un mouvement de masse, qui ne reverra seulement le jour qu'avec le retour du syndicalisme étudiant en '74.

Un autre argument mentionné est la question de la

10 Pierre Bélanger, *Op. Cit.*, p. 47.

11 *Ibid.*

participation aux instances administratives et gouvernementales. Le rejet de la collaboration provient d'une crise profonde de représentativité. On ne croit plus dans les structures, on ne veut plus collaborer. Effectivement, "négocié c'est se faire fourrer", surtout lorsque les militant-e-s de base sont démobilisé-e-s et ne permettent pas de maintenir un rapport de force permettant d'imposer avec vigueur les conditions étudiantes.

Par contre, bien que cette critique ne soit pas tout à fait sans fondement, les gestes de dissolution initiés par la tendance " politique " ne purent se faire sans un recul politique et stratégique dont le mouvement étudiant mettra un certain temps à se remettre.

Par une telle action, on venait d'un coup de perdre l'ensemble de la force de frappe du mouvement étudiant qui se représentait par les cotisations, les espaces de débat, les organes d'information et l'influence des services étudiants qui permettaient d'inclure et de politiser une importante frange de la population étudiante qui n'était pas a priori politisée.

Dans le cas plus spécifique de l'A.G.E.U.M., pour Pierre Bélanger, les conséquences furent grandes :

« En fait l'AGEUM était beaucoup plus qu'une simple structure de représentation; elle symbolisait une tradition historique avec des revendications bien définies tout en possédant des moyens financiers et techniques énormes qui avaient été bien utiles lors de luttes précédentes. »¹²

Même son de cloche pour Jean-Marie Vézina :

« Si le syndicalisme étudiant a pu, à un moment donné de l'histoire du Québec, être si influent, c'est parce qu'il pouvait entre autres choses s'appuyer sur des puissantes associations étudiantes bien implantées dans les universités. »¹³

¹² *Ibid.*, p. 48.

Toujours selon M. Vézina, se référant au cas plus précis de la SOGÉÉCOM;

« Au Collège de Maisonneuve, en ce début de décennie '70, les services aux Étudiants sont donc virtuellement maître de l'ensemble de la vie étudiante. Certes, des organismes continuent de se réunir et de développer leurs activités, mais c'est maintenant l'administration du Collège qui serre ou desserre les cordons de la bourse, laquelle est pourtant remplie des sommes provenant de la perception de la cotisation obligatoire chez les étudiantes et les étudiants. Cette perte d'autonomie est aggravée du fait qu'une fois distribué, il n'est aucunement assuré que cet argent sera dépensé dans l'intérêt de toutes et tous. En effet, comme il n'existe plus de structures, larges, démocratiques, disposant du contrôle de cette cotisation et en mesure de parler au nom de toutes et tous les étudiants, le milieu étudiant semble avoir définitivement perdu la mainmise sur ses services et, plus largement, sur sa possibilité de déterminer la vie étudiante. »¹⁴

Ce qu'on peut en conclure, c'est que la liquidation des A.G.E. a provoqué une onde de choc importante au sein du mouvement étudiant qui a eu 2 principales conséquences. Premièrement, elle a lancé un débat sur les formes d'organisation et de luttes que devait prendre le mouvement étudiant, débat qui se soldera par un retour à l'organisation syndicale en '74. De plus, ce mouvement entraîna une perte de pouvoir des associations étudiantes qui se fera ressentir à travers le temps. Le meilleur exemple est sans doute la perte de nombreux services et la prise en charge de toute la dimension de la vie étudiante, qui incombait aux syndicats étudiants, par les différentes administrations, phénomène qui perdure toujours.

Il faut aussi souligner, qu'on a dissous les différents organes de démocratie de " masse ". " Au nom de la

¹³ Jean-Marie Vézina, T'as 20 ans, la SOGÉÉCOM aussi!, Montréal, SOGÉÉCOM, 1992, p.17.

¹⁴ *Ibid.*